



CHAPITRE 64

Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport

[Sanctionnée le 22 décembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITIONS

Article premier

Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

- a) «autobus»: tout véhicule automobile agencé pour le transport d'au moins huit personnes à la fois et comprenant un mini-bus ou tout autre véhicule du même type déterminé par règlement du gouvernement; Interprétation: «autobus»;
- b) «Commission»: la Commission des transports du Québec; «Commission»;
- c) «corporation»: une corporation municipale de transport ou une corporation intermunicipale de transport constituée suivant la présente loi; «corporation»;
- d) «corporation municipale de transport»: une corporation ayant juridiction sur le territoire d'une seule municipalité; «corporation municipale de transport»;
- e) «corporation intermunicipale de transport»: une corporation ayant juridiction sur le territoire de plusieurs municipalités; «corporation intermunicipale de transport»;
- f) «ministre»: le ministre des transports; «ministre»;
- g) «municipalité»: toute corporation municipale créée par une loi ou en vertu d'une loi de la Législature, à l'exception de celles sur le territoire desquelles une commission de transport a juridiction le 23 novembre 1977; «municipalité»;

«permis de transport en commun»;

h) «permis de transport en commun»: un permis valide et en vigueur, délivré par la Régie des transports du Québec avant le 15 février 1973 et portant mention des mots «transport en commun» ou «service d'autobus» de même qu'un permis valide et en vigueur délivré par la Commission autorisant son titulaire à fournir un service de transport de personnes et de leurs bagages, le cas échéant, moyennant rémunération directe ou indirecte, au moyen d'un autobus, sur un parcours régulier et selon un horaire défini;

«réseau de transport de personnes»;

i) «réseau de transport de personnes»: l'ensemble des services de transport de personnes fourni par autobus et offert par une corporation à la population du territoire sur lequel elle a juridiction.

CHAPITRE II

CORPORATIONS MUNICIPALES OU INTERMUNICIPALES DE TRANSPORT

SECTION I

CONSTITUTION

Art. 2

Étude.

Toute municipalité peut, par résolution adressée au ministre, demander que le gouvernement ordonne qu'une étude soit faite par des représentants locaux qu'il désigne, en collaboration avec ceux de ses fonctionnaires que désigne le ministre, quant à l'opportunité d'établir une corporation municipale de transport ou, le cas échéant, une corporation intermunicipale de transport.

Rapport.

Ces personnes doivent faire rapport au ministre des conclusions de leur étude dans le délai imparti par ce dernier.

Art. 3

Décret de constitution.

Sur avis du ministre, le gouvernement peut décréter la constitution d'une corporation municipale de transport ou, le cas échéant, d'une corporation intermunicipale de transport dont, dans chaque cas, il indique le nom et le territoire sur lequel elle aura juridiction.

Avis.

Avis de ce décret est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Modifications.

Le gouvernement peut, en suivant la procédure visée dans les alinéas précédents, modifier le nom ou le territoire d'une corpora-

tion municipale de transport ou, le cas échéant, d'une corporation intermunicipale de transport.

Art. 4

La corporation constituée suivant l'article 3 en est une au sens ^{Pouvoirs.} du Code civil; elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Elle a pour objet l'exploitation d'un réseau de transport de ^{Objet.} personnes dans le territoire soumis à sa juridiction ainsi qu'à l'extérieur de ce territoire dans les cas prévus par la présente loi.

Art. 5

La corporation a son siège social dans le territoire soumis ^{Siège social.} à sa juridiction, à l'endroit qu'elle détermine par règlement dont avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*; elle peut aussi le transférer de la même façon à tout autre endroit de ce territoire.

Art. 6

Au cas de dissolution de la corporation, ses biens, après paiement des dettes, sont dévolus à la municipalité ou, le cas échéant, ^{Dissolution.} aux municipalités sur le territoire de laquelle ou desquelles elle a juridiction et, dans ce dernier cas, selon que le détermine le gouvernement.

Art. 7

La corporation municipale de transport est représentée et ses ^{Conseil d'administration.} affaires sont administrées par un conseil d'administration formé de trois membres du conseil de la municipalité dont le territoire est soumis à sa juridiction.

Le conseil de la municipalité désigne ces administrateurs par ^{Désignation des administrateurs.} résolution.

Art. 8

La corporation intermunicipale de transport est représentée ^{Administration.} et ses affaires sont administrées par un conseil d'administration formé de deux membres du conseil municipal de chaque municipalité du territoire soumis à sa juridiction.

Dix municipalités et plus.

Nonobstant le premier alinéa, la corporation intermunicipale de transport regroupant dix municipalités et plus est représentée et ses affaires sont administrées par un conseil d'administration formé d'un membre du conseil municipal de chaque municipalité du territoire soumis à sa juridiction.

Désignation des représentants.

Le conseil de chacune des municipalités désigne son ou ses représentants par résolution.

Art. 9

Communications officielles.

Tout membre désigné pour faire partie du conseil d'administration de la corporation doit, dans les quinze jours de la nomination du secrétaire de la corporation, faire connaître par écrit à ce dernier l'adresse où toutes les communications officielles de la corporation doivent lui être adressées. Il peut de la même façon changer cette adresse.

Art. 10

Désignation du président et secrétaire.

Dans les trente jours de la publication du décret la constituant, la corporation doit se réunir en assemblée, présidée par le ministre ou une personne qu'il désigne, pour élire, parmi ses membres, un président ainsi que pour nommer un secrétaire et fixer son traitement.

Art. 11

Désignation du directeur général.

Dans les quatre-vingt-dix jours de la publication du décret la constituant, la corporation doit se réunir pour désigner un directeur général et fixer son traitement par une résolution prise aux deux tiers des voix de ses membres.

Art. 12

Fonctions.

Le directeur général doit s'occuper du travail de la corporation et des devoirs de son office. Il prend part aux délibérations du conseil d'administration de la corporation mais n'a pas droit de vote.

Art. 13

Fonction incompatible.

La fonction de directeur général de la corporation est incompatible avec celle de membre du conseil municipal d'une municipalité sur le territoire de laquelle elle a juridiction.

Art. 14

Tout membre du conseil d'administration d'une corporation cesse d'en faire partie s'il perd la qualité de membre du conseil municipal qui l'a désigné. ^{Qualité requise.}

Toutefois, une telle personne ne cesse pas d'occuper son poste à l'expiration de la durée de son mandat de membre du conseil pourvu qu'elle soit candidate à l'élection qui suit et qu'elle y soit réélue. ^{Exception.}

Art. 15

Tout membre du conseil d'administration de la corporation peut démissionner de son poste en transmettant au secrétaire un avis écrit de son intention. Il y a vacance à compter de l'acceptation de la démission par la corporation. ^{Démission.}

Art. 16

Toute vacance au sein du conseil d'administration de la corporation doit être comblée dans les trente jours. ^{Vacance.}

À défaut, par la municipalité intéressée, de combler la vacance, celle-ci peut être comblée par le gouvernement. ^{Vacance comblée.}

Art. 17

Le secrétaire et le directeur général ne peuvent être nommés pour plus de quatre ans. Leur mandat peut cependant être renouvelé. ^{Mandat du secrétaire, etc.}

Art. 18

Le secrétaire et le directeur général doivent, avant d'entrer en fonction, prêter serment devant le président de bien et fidèlement remplir les devoirs de leur charge. ^{Serment.}

Art. 19

Les articles 69 à 69b de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) s'appliquent, *mutatis mutandis*, au secrétaire et au directeur général pour la durée de leur mandat. ^{Dispositions applicables.}

Art. 20

Président. Le président préside les assemblées. Il maintient l'ordre et le décorum pendant les assemblées et il peut faire expulser toute personne qui y trouble l'ordre.

Assemblées. Les assemblées du conseil d'administration sont publiques.

Quorum. Le quorum du conseil d'administration est constitué des deux tiers des membres.

Art. 21

Vote du président. Le président peut voter comme membre du conseil d'administration de la corporation et il a une voix prépondérante au cas d'égalité des voix. En cas d'absence du président, cette voix prépondérante est exercée par le président désigné suivant l'article 22.

Art. 22

Absence, etc. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, les assemblées sont présidées par celui des membres du conseil d'administration qui est désigné à cette fin par résolution; le secrétaire préside l'assemblée pour les fins de cette désignation.

Art. 23

Procédure de convocation. La procédure de convocation des assemblées du conseil d'administration est déterminée par règlement du conseil et soumise à l'approbation du gouvernement.

Fréquence. Le conseil d'administration de la corporation se réunit aux époques qu'il détermine par résolution.

Convocations spéciales. Il doit toutefois se réunir à la demande du président, à la demande écrite du tiers de ses membres, à la demande écrite d'au moins deux cents cinquante usagers de ses services ou à la demande du bureau d'examen des griefs, le cas échéant.

Art. 24

Vote d'une corporation municipale. Chaque membre du conseil d'administration d'une corporation municipale de transport dispose d'une voix.

Art. 25

Vote d'une corporation intermunicipale. Chaque membre du conseil d'administration d'une corporation intermunicipale de transport dispose d'une voix pour chaque millier d'habitants de la municipalité qu'il représente.

Pour les fins du présent article, le chiffre de population d'une municipalité est celui indiqué dans les derniers rapports publiés par le Bureau de la statistique du Québec. Chaque fraction de millier de population au-dessus de 500 donne droit à une voix supplémentaire.

Voix supplémentaire.

Art. 26

Tout membre du conseil d'administration de la corporation présent à une assemblée est tenu de voter.

Obligation de voter.

Art. 27

Nul membre du conseil d'administration de la corporation ne peut prendre part aux délibérations sur une question dans laquelle il a un intérêt personnel.

Intérêt personnel.

Les autres membres du conseil d'administration décident, en cas de contestation, si le membre visé dans l'alinéa précédent a un intérêt personnel dans la question et tel membre n'a pas droit de voter sur la question de savoir s'il est intéressé.

Décision sur l'intérêt.

Art. 28

La rémunération des membres du conseil d'administration est fixée par la corporation et approuvée par le gouvernement.

Rémunération.

Cette rémunération est à la charge de la corporation.

Charge de la corporation.

Art. 29

Sous réserve du premier alinéa de l'article 48, les décisions de la corporation sont prises à la majorité des voix des membres présents. Cependant, dans le cas d'une corporation intermunicipale de transport regroupant quatre municipalités et plus, cette majorité doit comprendre au moins cinquante pour cent des voix des représentants des municipalités autres que celle qui a le plus grand chiffre de population et qui sont présents à l'assemblée.

Décisions.

Art. 30

Les procès-verbaux des votes et délibérations du conseil d'administration de la corporation sont inscrits dans un livre tenu à cette fin par le secrétaire; après avoir été lus et ratifiés à l'assemblée suivante, ils sont signés par le président et le secrétaire. Ils doivent être envoyés à tous les conseils municipaux intéressés, sans frais.

Procès-verbaux.

Art. 31

Livres, registres, etc. Les copies et extraits, certifiés par le secrétaire, des livres, registres, archives, documents et papiers conservés dans le bureau de la corporation, font preuve de leur contenu.

Authenticité. Pour être authentique, l'original d'un document visé dans l'alinéa précédent doit être signé par le président et par le secrétaire.

Art. 32

Archives. Les registres et documents en la possession du secrétaire et faisant partie des archives de la corporation sont ouverts, durant les heures du bureau, à l'inspection et à l'examen de toute personne qui y a un intérêt.

Art. 33

Copie de document des archives. Le secrétaire de la corporation est tenu de transmettre sans frais, sur demande, à toute municipalité du territoire sur lequel la corporation a juridiction, copie de tout document faisant partie des archives de cette dernière.

Art. 34

Abrogation de règlement, etc. L'abrogation ou la modification d'un règlement, d'une résolution ou d'une ordonnance du conseil d'administration ne peut se faire que par un autre règlement, une autre résolution ou une autre ordonnance.

Art. 35

Entrée en vigueur. À moins qu'une autorisation ne soit requise, un règlement, une résolution ou une ordonnance du conseil d'administration de la corporation entre en vigueur dès sa publication par affichage au bureau de la corporation.

Art. 36

Copie au ministre. Un exemplaire de tout règlement, résolution ou ordonnance adopté par le conseil d'administration de la corporation doit être transmis, sans retard, au ministre.

SECTION II

POUVOIRS GÉNÉRAUX

Art. 37

La corporation peut:

Pouvoirs.

- a) avoir un sceau;
- b) établir et maintenir ou aider à l'établissement ou au maintien de caisses de secours ou de retraite ou de régimes de rentes en faveur de ses fonctionnaires et employés ou de leurs parents et personnes à charge et effectuer à leur acquit le paiement de primes, le tout sous réserve des dispositions de la Loi des régimes supplémentaires de rentes (1965, 1^{re} session, chapitre 25);
- c) adopter des règlements pour sa régie interne et la conduite de ses affaires;
- d) faire toutes les études qu'elle juge utiles à l'exercice de sa compétence, que ces études portent sur le territoire soumis à sa juridiction ou sur tout autre territoire.

Art. 38

La corporation peut également:

Idem.

- a) donner à loyer, sur ses propriétés, des espaces pour tous commerces qu'elle pourra déterminer, et réglementer l'usage des montres et des vitrines de ces établissements ainsi que louer des espaces publicitaires sur ses propriétés et ses véhicules;
- b) acquérir, posséder et exploiter elle-même tout commerce aux endroits décrits au paragraphe a);
- c) adopter des règlements concernant la conduite de personnes sur ses propriétés et dans ses véhicules ou concernant la perception de ses tarifs;
- d) avec l'approbation du ministre, faire tous travaux qu'elle juge nécessaires à une meilleure exploitation de ses services, y compris construire, posséder et exploiter des parcs ou garages de stationnement, des quais et débarcadères et tous autres travaux qu'elle considère nécessaires ou utiles à une exploitation efficace de ses services;
- e) à l'enchère, par soumissions publiques ou de toute autre façon autorisée par le ministre, aliéner tout bien meuble ou immeuble dont la valeur ne dépasse pas \$10,000;
- f) fournir, à l'intérieur de son territoire, un système de transport spécial pour les personnes handicapées incapables d'utiliser son réseau général de transport en commun de passagers et, à cette fin:

i. posséder, organiser, développer et administrer elle-même ce système, ou conclure, aux conditions approuvées par le ministre, tout entente nécessaire ou utile pour qu'un tel système soit fourni par toute autre entreprise de transport de passagers;

ii. accorder, avec l'approbation du ministre et aux conditions qu'il peut prescrire ou approuver, des subventions à tout organisme sans but lucratif qui opère un tel système dans les limites de son territoire.

Permission
du
ministre.

Malgré le pouvoir prévu au paragraphe *e*, la corporation ne peut aliéner, sans la permission du ministre, une pièce d'équipement ou une bâtisse pour laquelle elle a reçu spécifiquement une subvention.

Art. 39

Acquisition
d'immeu-
ble, etc.

La corporation peut acquérir, soit de gré à gré avec l'autorisation du ministre, soit par expropriation, tout immeuble, partie d'immeuble ou droit réel quelconque dont elle a besoin pour la réalisation de ses objets, dans les limites ou à l'extérieur des limites du territoire soumis à sa juridiction.

Art. 40

Soumis-
sions
publiques.

À moins qu'il ne comporte une dépense inférieure à \$25,000, tout contrat pour l'exécution de travaux, la fourniture de matériel ou de matériaux ou la fourniture de services autres que des services professionnels est adjugé par la corporation après demande de soumissions publiques par annonce dans un quotidien circulant sur son territoire.

Délai.

Le délai pour la réception des soumissions ne doit pas être inférieur à huit jours. Les soumissions ne sont demandées et les contrats qui peuvent en découler ne sont accordés que suivant l'une ou l'autre des bases suivantes:

a) à prix forfaitaire;

b) à prix unitaire.

Ouverture
des sou-
missions.

Toutes les soumissions doivent être ouvertes publiquement en présence d'au moins deux témoins, aux date, heure et lieu mentionnés dans la demande de soumissions. Tous ceux qui ont soumis peuvent assister à l'ouverture des soumissions. Les noms des soumissionnaires et leurs prix respectifs doivent être déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions.

Soumission
la plus
basse.

Sous réserve de son droit de n'accepter aucune soumission, la corporation ne peut, sans l'autorisation préalable du ministre,

accorder le contrat à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse. Toutefois, si pour satisfaire aux conditions d'octroi d'une subvention gouvernementale, il est nécessaire que le contrat soit accordé à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse, la corporation peut, sans l'autorisation du ministre, accorder le contrat à la personne dont la soumission est la plus basse parmi celles qui satisfont à ces conditions, si cette soumission a été faite dans le délai fixé.

S'il n'y a qu'un seul soumissionnaire, la corporation ne peut octroyer un tel contrat sans l'approbation du ministre.

Un seul
soumis-
sionnaire.

Art. 41

L'adjudication d'un contrat dont l'objet est l'un de ceux visés dans le premier alinéa de l'article 40, comportant une dépense excédant \$5,000 et inférieure à \$25,000, doit être précédée d'une demande de soumissions faite par voie d'invitation auprès d'au moins deux entrepreneurs ou, selon le cas, deux fournisseurs ayant une place d'affaires au Québec.

Dépense de
\$5,000 à
\$25,000.

Art. 42

La corporation peut, avec la permission du ministre, louer le matériel nécessaire à la réalisation de ses objets et en particulier le matériel roulant, à la condition, dans ce dernier cas, que cette location soit faite d'un titulaire de permis à cette fin, lorsqu'un tel permis est requis, et qu'elle soit constatée dans un contrat écrit dont une copie doit être transmise au ministre.

Location de
matériel.

Art. 43

La corporation peut, sans permis, faire la location de ses véhicules à toute personne ou organisme qui lui en fait la demande.

Location de
véhicules.

Art. 44

La corporation peut:

Pouvoirs.

a) aliéner tout véhicule dont la valeur ne dépasse pas \$5,000 ou tout autre bien meuble dont la valeur ne dépasse pas \$500;

b) avec la permission du ministre, aliéner toute partie située hors de son territoire d'une entreprise de transport en commun dont elle a fait l'acquisition, ainsi que les permis y afférents.

Permission
du
ministère.

Malgré le pouvoir prévu au paragraphe *a*, la corporation ne peut aliéner, sans la permission du ministre, un autobus ou toute autre pièce d'équipement pour lequel elle a reçu spécifiquement une subvention.

Art. 45

Effets
mobiliers
trouvés.

La corporation peut, soit qu'elle exploite elle-même le réseau, soit qu'elle en ait confié l'exploitation suivant le deuxième alinéa de l'article 49, faire vendre à l'encan les effets mobiliers qui ont été trouvés dans ses véhicules ou sur ses propriétés et qui n'ont pas été réclamés dans les deux mois.

Avis de
vente.

La vente ne peut avoir lieu que dix jours après la publication, dans un quotidien, d'un avis de vente mentionnant la nature des biens et indiquant le lieu, le jour et l'heure où la vente sera faite.

Produit de
la vente.

La corporation n'est alors responsable à l'égard du propriétaire que du produit de la vente, déduction faite des frais de conservation et de vente.

Effets pé-
rissables.

La corporation peut donner à des institutions ou des oeuvres de charité les effets périssables trouvés aux mêmes endroits et non réclamés dans les douze heures.

Effets non
vendus.

Elle peut aussi donner à des institutions ou oeuvres de charité les effets qui n'ont pas trouvé preneur lors d'un encan.

Responsa-
bilité de la
corpora-
tion.

Dans le cas des deux alinéas précédents, la corporation est indemne de toute responsabilité à l'égard des propriétaires des effets en question.

CHAPITRE III

EXPLOITATION DES RÉSEAUX DE TRANSPORT DE PERSONNES

Art. 46

Plan et
devis de
transport.

La corporation est tenue d'établir, au plus tard un an après la date de sa formation, un plan et devis de transport décrivant les services qu'elle entend fournir à ses usagers.

Fourniture
de service
d'une autre
entreprise.

Dès sa constitution, la corporation peut fournir le même service que toute entreprise de transport en commun qu'elle a acquise conformément à l'article 50.

Art. 47

La corporation doit, pour l'établissement de son plan et devis de transport, faire publier dans un journal circulant dans son territoire un avis de la tenue d'une assemblée spéciale ayant pour objet d'entendre toute personne intéressée à lui faire des représentations. Ces personnes doivent manifester par écrit au secrétaire leur intention de se faire entendre.

Avis dans
un journal.

Art. 48

La corporation doit ensuite dresser son plan et devis qui doit être approuvé par les deux tiers des membres du conseil d'administration de la corporation présents à l'assemblée, nonobstant l'article 29.

Approba-
tion.

Il doit, sans délai, être transmis au ministre qui l'approuve intégralement ou après modification.

Transmis-
sion au
ministre.

Toute modification au plan et devis doit être adoptée et approuvée conformément au présent article.

Modifica-
tion.

Art. 49

La corporation doit exploiter elle-même le réseau de transport de personnes décrit au plan et devis approuvé par le ministre.

Exploita-
tion par la
corpora-
tion.

Toutefois, avec la permission du gouvernement, elle peut conclure un contrat pour l'exploitation d'un réseau de transport de personnes avec un entrepreneur en transport ou avec une municipalité opérant un service de transport en commun, en suivant les formalités prévues par la présente loi.

Contrat
avec entre-
preneur en
transport.

Art. 50

La corporation doit, avant de commencer l'exploitation de son réseau de transport de personnes ou d'en confier l'exploitation suivant le deuxième alinéa de l'article 49, acquérir, soit de gré à gré avec l'autorisation du ministre, soit par expropriation, le capital-actions ou les biens meubles et immeubles de toute entreprise ou municipalité titulaire d'un permis de transport en commun exploitée en tout ou pour la plus grande partie, à l'intérieur du territoire soumis à la juridiction de la corporation.

Acquisi-
tion de
capital-
actions,
etc.

Aux fins du présent article, les biens meubles et immeubles sont les actifs servant exclusivement à l'exploitation du service de transport en commun ou d'un autre service de transport de personnes.

Interpré-
tation.

Art. 51

Renouvellement du permis.

Toute acquisition, de gré à gré ou par expropriation, faite par la corporation en vertu de l'article 50, empêche le renouvellement du permis de transport en commun de l'entreprise ainsi acquise.

Permis caduc.

De plus, un tel permis devient caduc du seul fait de l'acquisition.

Art. 52

Application de la Loi des transports.

La Loi des transports (1972, chapitre 55), tout règlement adopté sous son empire, de même que les ordonnances mentionnées au deuxième alinéa de l'article 167 de ladite loi qui tiennent lieu de règlements au sens de la Loi des transports, s'appliquent à la corporation, sauf en ce qui concerne l'établissement des parcours et des horaires, le transfert d'actifs ou d'actions, l'obligation de détenir un permis et l'établissement des premiers tarifs.

Dispense d'application.

Cependant, le gouvernement peut, par règlement, dispenser la corporation de l'obligation de se conformer à une ou plusieurs dispositions d'un règlement ou d'une ordonnance visés dans l'alinéa précédent.

Art. 53

Permis de transport en commun.

La corporation est réputée être titulaire d'un permis de transport en commun de la Commission pour les fins de l'application de l'Ordonnance générale n° 17 (1969) concernant les voyages spéciaux ou à charte-partie adoptée par la Régie des transports du Québec le 19 mars 1970, de l'article 475 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) et pour les fins de l'application du Règlement 19 concernant le transport saisonnier de personnes, adopté par l'arrêté en conseil 1286-74 du 3 avril 1974.

Art. 54

Acquisition de capital-actions, etc.

La corporation peut acquérir soit de gré à gré avec l'autorisation du ministre, soit par expropriation, le capital-actions ou les biens meubles et immeubles de toute entreprise de transport en commun dont une partie est exploitée à l'intérieur du territoire soumis à la juridiction de la corporation.

Art. 55

Expropriation.

Toute acquisition par expropriation par la corporation est régie par la Loi de l'expropriation (1973, chapitre 38).

Art. 56

Dès l'acquisition par la corporation de la totalité du capital-actions d'une entreprise de transport en commun, les fonctions des administrateurs de l'entreprise alors en fonctions prennent fin et les membres du conseil d'administration de la corporation deviennent les seuls administrateurs de cette entreprise, sans rémunération additionnelle et sans être personnellement actionnaires de cette entreprise, nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi, d'une charte ou d'un règlement.

Fin des
fonctions
des
adminis-
trateurs.

Les membres du conseil d'administration de la corporation ne sont pas responsables des actes posés antérieurement par les administrateurs de l'entreprise ainsi acquise.

Actes
posés.

Art. 57

Toute émission d'actions ou d'obligations faite par une entreprise de transport en commun après la date de la résolution de la corporation décrétant l'expropriation du capital-actions de cette entreprise est nulle et de nul effet.

Émission
d'actions,
etc., nulle.

Art. 58

Nonobstant toute loi, convention, acte de fiducie ou disposition quelconque, aucune des dispositions de la présente loi ni l'exercice d'aucun des pouvoirs qu'elle confère à la corporation, ni aucun des actes qu'elle autorise n'a pour effet de constituer une entreprise de transport en commun en défaut aux termes des conventions et actes de fiducie ayant trait à des obligations, ni de rendre le paiement exigible avant échéance, ni de permettre aux créanciers ou aux fiduciaires ou représentants des créanciers d'exercer les pouvoirs et recours prévus pour le cas de défaut de l'entreprise de transport en commun relativement à ces obligations, sauf dans le cas où le paiement de la dette n'a pas été assumé par la corporation.

Créanciers
ou fidu-
ciaires.

Art. 59

La prise à sa charge par la corporation des obligations d'une entreprise de transport en commun tient lieu de toutes hypothèques et garanties s'y rapportant et grevant les biens de cette entreprise, et ces hypothèques et garanties sont éteintes.

Hypothèques
et
garanties
éteintes.

La radiation de l'enregistrement de ces hypothèques et garanties se fait par la présentation et le dépôt, pour fins de radiation, au bureau de la division d'enregistrement intéressée,

Radiation.

d'une réquisition à cet effet, signée par le président et par le secrétaire de la corporation, attestant que celle-ci a acquis la propriété et la possession définitive des biens meubles et immeubles pertinents, désignant les immeubles affectés par cet enregistrement et énonçant les numéros de l'enregistrement des hypothèques et garanties à radier. Cette réquisition fait preuve *prima facie* de son contenu, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'autorité des signataires.

Art. 60

Annulation
de charte.

Dans le cas d'acquisition, de gré à gré ou par expropriation, du capital-actions d'une entreprise de transport en commun, tous les biens, droits et obligations de cette entreprise sont dévolus à la corporation et il est loisible au gouvernement, lorsque le montant total du prix ou de l'indemnité payable pour les actions a été payé à ceux qui y ont droit ou déposé selon la loi, de décréter par arrêté en conseil l'annulation de la charte de l'entreprise de transport en commun. Un avis de l'adoption de cet arrêté en conseil est publié dans la *Gazette officielle du Québec* et l'annulation prend effet à compter de la date fixée par l'arrêté en conseil. S'il reste alors des réclamations ou procédures judiciaires pendantes entre cette entreprise et des tiers, la corporation est, à compter de l'annulation de la charte de cette entreprise, sujette aux droits et obligations de celle-ci; dès cette annulation, la corporation est, dans toutes les causes pendantes, substituée à l'entreprise, de plein droit et sans reprise d'instance, et les jugements obtenus sont exécutoires par ou contre la corporation, selon le cas.

Art. 61

Circuits.

La corporation, de sa seule autorité et sans autre approbation, peut, par résolution, établir, modifier et abolir des circuits, remplacer des circuits d'autobus par des circuits d'autres modes de transport en commun et en changer le parcours.

Rue
publique.

Pour chacune de ces fins, elle peut utiliser toute rue publique qu'elle juge appropriée dans le territoire soumis à sa juridiction.

Copie de la
résolution.

Le secrétaire doit transmettre sans délai aux municipalités intéressées et faire publier sans délai dans un quotidien circulant dans le territoire une copie certifiée de la résolution de la corporation.

Effet.

Toute décision visée dans le premier alinéa et relative à l'établissement ou à toute modification d'un circuit, ne prend effet qu'à l'expiration d'un délai de huit jours suivant la transmission d'un avis à cette fin à la municipalité intéressée.

Lorsque la corporation conclut un contrat suivant le deuxième alinéa de l'article 49 et qu'elle exerce le pouvoir prévu au présent article, elle peut apporter à ce contrat les modifications rendues nécessaires par l'exercice d'un tel pouvoir.

Art. 62

La corporation peut, par résolution, établir les premiers tarifs des différents services du réseau de transport de personnes qu'elle exploite, ou qu'elle fait exploiter conformément à la présente loi. Elle peut également établir ces premiers tarifs différemment selon les types de services ou les catégories d'usagers.

Toute augmentation des tarifs visés dans l'alinéa précédent doit être approuvée par la Commission.

Le secrétaire doit transmettre sans délai aux municipalités du territoire soumis à sa juridiction et faire publier sans délai dans un quotidien circulant dans le territoire une copie certifiée de la résolution visée dans le présent article.

La corporation ne peut mettre en vigueur les tarifs visés dans le premier alinéa qu'à l'expiration d'un délai d'au moins 30 jours suivant l'adoption de la résolution.

Art. 63

La corporation peut exploiter un moyen ou système de transport au sens de la Loi des transports à l'extérieur de son territoire.

Elle est alors soumise à la juridiction de la Commission, sauf dans le cadre d'une exploitation faite en vertu de l'article 67.

Art. 64

Aucun permis ne peut être délivré à un transporteur par la Commission pour l'accomplissement de voyages spéciaux ou à charte-partie par autobus d'un point à un autre à l'intérieur du territoire soumis à la juridiction de la corporation si le requérant ne produit pas, avec sa demande de permis, le consentement du président de la corporation, ou celui de tout autre membre spécialement autorisé à cet effet par résolution, à moins que la Commission soit d'opinion que la corporation ou l'entrepreneur à qui elle a accordé un contrat, le cas échéant, n'est pas en mesure de donner le service couvert par la demande de permis.

L'alinéa précédent s'applique de la même façon à toute demande de transport saisonnier de personnes.

Art. 65

Permis de
visites tou-
ristiques.

Aucun permis ne peut être délivré à un transporteur par la Commission pour l'exploitation d'un service de visites touristiques par autobus à l'intérieur du territoire soumis à la juridiction de la corporation, à moins que la Commission soit d'avis, après avoir appelé la corporation à lui faire les représentations qu'elle juge appropriées, que cette dernière, ou le cas échéant l'entrepreneur à qui elle a accordé un contrat, n'exploite pas et n'est pas sur le point d'exploiter ou de faire exploiter un tel service de visites touristiques qui réponde adéquatement aux besoins visés dans la demande de permis.

Renouvel-
lement.

Tout transporteur qui obtient un permis en vertu de l'alinéa précédent doit en demander annuellement le renouvellement à la Commission. Celle-ci doit entendre la corporation de la même manière qu'à l'alinéa précédent avant d'accorder tel renouvellement.

Tarifs.

La corporation ou l'entrepreneur visé dans le premier alinéa doit, avant de fournir les services qui y sont prévus, soumettre ses tarifs pour ces services à l'approbation de la Commission.

Art. 66

Commis-
sion
scolaire
régionale.

Une commission scolaire régionale dont le territoire couvre en tout ou en partie le territoire soumis à la juridiction de la corporation doit, à la demande du ministre, se conformer aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 475 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) et exercer à l'égard de cette corporation les pouvoirs qui y sont prévus.

Contrat.

Pour les fins du présent article, le contrat doit être conclu avec la corporation, même lorsque cette dernière a confié à un entrepreneur, au moyen d'un contrat conclu en vertu de la présente loi, l'exploitation du réseau de transport de personnes.

Art. 67

Transport
à l'exté-
rieur du
territoire.

La corporation, sans permis, a juridiction pour fournir ou faire fournir par un entrepreneur avec lequel elle est liée par contrat conclu conformément aux dispositions de la présente loi, un service de transport en commun à l'extérieur du territoire soumis à sa juridiction sur un parcours auparavant desservi par un titulaire de permis de transport en commun dont elle a acquis l'entreprise de gré à gré ou par expropriation.

Entente.

La corporation peut fournir ou faire fournir le service de transport en commun visé dans l'alinéa précédent après entente

conclue avec la ou les municipalités intéressées aux fins d'établir la portion de déficit attribuable au service ainsi fourni. Cette entente doit recevoir l'approbation de la Commission municipale du Québec.

Tout différend pouvant découler de l'exécution de l'entente Différend. visée dans l'alinéa précédent est régi *mutatis mutandis* par l'article 23a de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus, 1964, chapitre 170).

Art. 68

Aucun permis de transport en commun ne peut être délivré Permis de transport en commun prohibé. à un transporteur par la Commission sur tout parcours visé dans l'article 67, à moins que la Commission soit d'avis, après avoir appelé la corporation à lui faire les représentations qu'elle juge appropriées, que cette dernière n'exploite pas ou ne fait pas exploiter, par un entrepreneur avec lequel elle est liée par contrat conclu selon la présente loi, ou n'est pas sur le point d'exploiter ou de faire exploiter un tel service de transport en commun.

Art. 69

Si la corporation obtient, dès la première année de sa formation, la permission de conclure un contrat suivant le deuxième Demande de soumissions publiques. alinéa de l'article 49, elle doit faire une demande de soumissions publiques à toute personne ayant au Québec sa principale place d'affaires.

Art. 70

Les soumissions sont faites suivant la procédure déterminée Procédure. par règlement du gouvernement.

Art. 71

La corporation n'est tenue de retenir aucune soumission.

Toutefois, si elle décide d'en retenir une, elle doit retenir la Soumission. La plus basse. plus basse.

Art. 72

La corporation doit arrêter son choix au plus tard dans les Choix de la corporation. 21 jours de l'ouverture des soumissions et tous les soumis-

sionnaires doivent être informés de ce choix dans les dix jours qui suivent.

Art. 73

Durée et
renouvelle-
ment du
contrat.

Tout contrat conclu à la suite d'une demande de soumissions publiques entre le soumissionnaire choisi et la corporation doit être d'une durée de trois ans et il doit être approuvé par le ministre. À l'expiration de cette période, ce contrat peut être renouvelé, avec la même approbation, pour le même terme et autant de fois que la corporation l'estime nécessaire.

Art. 74

Dépôt au
caution-
nement.

La corporation doit exiger de l'entrepreneur qu'il fournisse pour chaque année un dépôt ou un cautionnement d'exécution dont le montant et la forme sont prescrits par règlement du gouvernement.

Art. 75

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les articles 52 et 53 s'appliquent *mutatis mutandis* à l'entrepreneur visé dans l'article 74.

Art. 76

Fin du
contrat.

Même après avoir accordé un contrat, conformément aux dispositions du présent chapitre, la corporation peut, avec la permission du ministre, mettre fin à ce contrat ou ne pas le renouveler, pour exploiter elle-même le réseau de transport de personnes.

Art. 77

Responsa-
bilité de
l'adminis-
tration.

La corporation demeure seule responsable de l'administration de ses affaires même si elle a conclu un contrat pour l'exploitation de son réseau de transport de personnes, sans préjudice à tout recours qu'elle peut exercer contre l'entrepreneur exploitant ledit réseau.

CHAPITRE IV

BUREAU D'EXAMEN DES GRIEFS

Art. 78

Bureau des
griefs.

À l'intérieur du territoire soumis à sa juridiction, la corporation doit constituer un bureau d'examen des griefs, soit qu'elle

exploite elle-même le réseau de transport, soit qu'elle en ait confié l'exploitation suivant le deuxième alinéa de l'article 49.

Art. 79

Tout usager qui désire se plaindre des services de transport de la corporation doit s'adresser, par écrit, au secrétaire de la corporation. Ce dernier est tenu de transmettre le grief au bureau. ^{Plainte écrite.}

Art. 80

Le bureau doit prendre connaissance du grief, faire toute enquête qui lui paraît s'imposer, entendre le plaignant et toute personne qu'il croit susceptible de l'éclairer. ^{Enquête.}

Le bureau fait ensuite à la corporation toute recommandation qu'il juge utile; il peut faire de même à l'endroit de tout organisme impliqué dans le fonctionnement de la corporation. ^{Recommandation.}

Art. 81

Le gouvernement, par règlement:

^{Règlement.}

a) procède à la nomination d'au moins trois et d'au plus sept membres du bureau ainsi que d'un secrétaire;

b) prescrit les modes de mise en candidature des membres du bureau et désigne les personnes habiles à faire ces mises en candidature;

c) établit la qualification des personnes habiles à siéger sur le bureau;

d) prescrit des normes visant à déterminer la fréquence des réunions du bureau, la qualité des locaux et des services mis à sa disposition;

e) fixe le mode et le montant de la rémunération des membres et du secrétaire.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Art. 82

L'exercice financier de la corporation commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. ^{Exercice financier.}

Art. 83

Sommes
perçues par
la corpo-
ration.

Toutes sommes perçues ou reçues par la corporation servent à acquitter ses obligations et à exploiter, maintenir et améliorer le réseau de transport de personnes qu'elle exploite ou qu'elle fait exploiter.

Art. 84

Déficits
d'exploita-
tion de la
corporation
municipale.

Le paiement des déficits d'exploitation, s'il en est, de la corporation municipale de transport, y compris ceux qui résultent du paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts de cette dernière, sont à la charge de la municipalité dont le territoire est soumis à la juridiction de la corporation.

Art. 85

Déficits
d'exploita-
tion de la
corporation
intermuni-
cipale.

Le paiement des déficits d'exploitation, s'il en est, de la corporation intermunicipale de transport, y compris ceux qui résultent du paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts de cette dernière, sont à la charge des municipalités dont le territoire est soumis à la juridiction de la corporation.

Réparti-
tion entre
les munici-
palités.

Ces déficits sont répartis entre les municipalités intéressées en proportion soit du nombre de milles parcourus sur le territoire de chacune durant l'année financière précédente, soit de la somme du nombre d'heures pendant lesquelles chaque véhicule de la corporation a circulé sur le territoire de chacune durant l'année financière précédente, soit de leur population, soit de l'évaluation totale des immeubles imposables situés dans chacune de ces municipalités, soit de toute autre formule déterminée par règlement du gouvernement, soit en proportion de l'un ou de plusieurs de ces critères.

Échantil-
lonnage.

Le nombre de milles parcourus et le nombre d'heures passées par les véhicules de la corporation dans le territoire de chaque municipalité peuvent être établis par échantillonnage.

Réparti-
tion.

La corporation n'est pas obligée de répartir les déficits d'exploitation, s'il en est, afférents aux divers modes de transport en commun ni les déficits d'exploitation, s'il en est, afférents à divers circuits d'un même mode de transport en commun entre les mêmes municipalités ou selon les mêmes critères.

Art. 86

Surplus ou
déficit.

Tout surplus ou déficit, s'il en est, d'un exercice financier doit être porté aux revenus ou aux dépenses du budget de l'exercice suivant.

Art. 87

La corporation dresse son budget chaque année pour le prochain exercice financier et le transmet au greffier ou au secrétaire-trésorier de chaque municipalité dont le territoire est soumis à sa juridiction, avant le 1^{er} août pour adoption, par règlement, par chaque conseil municipal intéressé. Budget annuel.

La corporation intermunicipale de transport indique en même temps à chaque municipalité dont le territoire est soumis à sa juridiction le montant qu'elle doit payer par suite de la répartition prévue à l'article 85. Montant à payer.

La corporation doit transmettre au ministre et à la Commission municipale du Québec une copie de ce budget. Copie.

Le budget de la corporation est présenté au conseil de chaque municipalité dont le territoire est soumis à sa juridiction au plus tard le 1^{er} septembre à une assemblée spéciale convoquée à cette fin. Assemblée spéciale.

Si toutes les municipalités dont le territoire est soumis à la juridiction de la corporation le décident, elles peuvent modifier le budget de la corporation. Le budget ainsi modifié doit être adopté par règlement, par toutes les municipalités intéressées, avant le 15 octobre et une copie doit être transmise au ministre. Modification et adoption.

Le 15 octobre, si le budget de la corporation n'a pas été adopté, avec ou sans modification, par le conseil de chaque municipalité dont le territoire est soumis à sa juridiction, ou si la corporation est en désaccord avec le budget ainsi modifié, il y a appel à la Commission municipale du Québec. Appel.

Art. 88

Toute municipalité intéressée ou la corporation peut en appeler, par requête signifiée à la corporation ou le cas échéant à toutes les municipalités dont le territoire est soumis à sa juridiction, et produite à la Commission municipale du Québec, avant le 1^{er} novembre qui suit, pour faire modifier, en tout ou en partie, le budget dressé par la corporation ou pour faire confirmer le budget modifié par les municipalités. Requête.

La Commission municipale du Québec, après avoir entendu la corporation et toute municipalité appelantes, doit rendre sa décision avant le 1^{er} décembre suivant et en informer toutes les parties intéressées. Audition et décision.

Elle peut confirmer le budget dressé par la corporation ou le modifier. Elle ne peut cependant le modifier que si elle est convaincue qu'il comporte un préjudice sérieux pour les contribuables. Budget confirmé ou modifié.

- Budget modifié. Elle peut confirmer ou refuser le budget modifié par les municipalités.
- Homologation. Elle peut ordonner le paiement par la partie qui succombe, du montant qu'elle estime équitable pour couvrir les dépenses encourues pour cet appel; l'ordonnance à cette fin est homologuée sur requête à la Cour provinciale ou à la Cour supérieure selon leur juridiction respective; l'ordonnance ainsi homologuée est exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement d'une telle cour.
- Ordonnance interlocutoire. Elle peut rendre toute ordonnance interlocutoire pour sauvegarder les droits des intéressés pendant l'instance.

Art. 89

- Budget supplémentaire. La corporation peut, en cours d'exercice, dresser tout budget supplémentaire qu'elle juge nécessaire.
- Copie. Elle doit transmettre au ministre et à la Commission municipale du Québec une copie de ce budget supplémentaire.
- Adoption. Le secrétaire de la corporation doit transmettre au greffier ou au secrétaire-trésorier de chaque municipalité dont le territoire est soumis à sa juridiction copie de ce budget pour adoption, par règlement, par chaque conseil municipal intéressé.
- Assemblée spéciale. Le budget supplémentaire de la corporation est présenté au conseil municipal de chaque municipalité dont le territoire est soumis à sa juridiction à une assemblée spéciale convoquée à cette fin.
- Modification et adoption. Si toutes les municipalités dont le territoire est soumis à la juridiction de la corporation le décident, elles peuvent modifier le budget supplémentaire de la corporation. Ce budget ainsi modifié doit être adopté, par règlement, par toutes les municipalités intéressées et une copie doit être transmise au ministre.
- Appel. Dans les trente jours, si le budget supplémentaire de la corporation n'a pas été adopté, avec ou sans modification, par le conseil de chaque municipalité dont le territoire est soumis à sa juridiction, ou si la corporation est en désaccord avec le budget ainsi modifié, il y a appel à la Commission municipale du Québec.
- Idem. Toute municipalité intéressée ou le cas échéant, la corporation, peut en appeler.
- Disposition applicable. L'article 88 s'applique *mutatis mutandis* à cet appel.

Art. 90

- Fonds disponibles. Les fonds appropriés par voie de budget pendant un exercice financier à des travaux déterminés restent disponibles pendant

l'exercice financier suivant pour l'exécution de ces travaux, qu'ils soient commencés ou non.

Art. 91

Tout virement de fonds doit être autorisé par le ministre. Virement de fonds.

Art. 92

Chaque municipalité doit, avant le 1^{er} avril, payer à la corporation le montant qu'elle doit selon le budget de cette dernière. Montant à payer.

Si la municipalité n'a pas payé dans le délai imparti, la Commission municipale du Québec peut, à la demande de la corporation, présenter une requête pour faire déclarer cette municipalité en défaut selon la section V de la Loi de la Commission municipale. Municipalité en défaut.

Art. 93

La corporation doit, au plus tard le 30 septembre chaque année, adopter pour les trois exercices financiers subséquents le programme de ses immobilisations. Ce programme est adopté par règlement de la corporation dont il fait partie. Il doit être approuvé, par règlement, par le conseil de chaque municipalité dont le territoire est soumis à sa juridiction. Programmes d'immobilisations.

Ce programme doit être divisé en phases annuelles. Il doit détailler, pour la période qui leur est coïncidente, l'objet, le coût et le mode de financement des dépenses en immobilisations que prévoit effectuer la corporation et dont la période de financement excède douze mois. Contenu.

Tout règlement adopté en vertu du présent article doit être transmis au ministre des affaires municipales et à la Commission municipale du Québec au cours du mois de novembre suivant son adoption. Sur preuve suffisante que la corporation a été dans l'impossibilité en fait de faire approuver ce programme par le conseil municipal de chaque municipalité dont le territoire est soumis à sa juridiction ou d'en faire la transmission dans le délai requis, le ministre des affaires municipales peut lui accorder tout délai additionnel qu'il fixe. Transmission et délai additionnel.

Le ministre des affaires municipales peut décréter que la transmission de ce programme se fait au moyen du formulaire qu'il fournit à cette fin. Il peut aussi exiger, par la voie de ce formulaire ou de toute autre manière, que la corporation lui fournisse quelque information relative à ce programme, même si telle information n'est pas prévue au présent article. Formulaire.

Approba-
tion. Le règlement visé dans le premier alinéa requiert, pour entrer en vigueur, l'approbation du gouvernement avec ou sans modification.

Dépenses
en immo-
bilisations. Nul emprunt ou engagement de crédit ayant pour objet le financement de dépenses en immobilisations ne peut valablement être décrété si cet emprunt ou cet engagement de crédit n'est pas conforme au programme des immobilisations en vigueur. Toutefois, l'emprunt ou l'engagement de crédit recouvert des approbations requises est réputé avoir été décrété en conformité avec ce programme.

Disposi-
tions ap-
plicables. Dans la mesure où elles sont compatibles avec le présent article, les dispositions applicables à la procédure préalable à l'adoption du budget de la corporation s'appliquent *mutatis mu- tandis* à la procédure préalable à l'adoption du programme des immobilisations.

Art. 94

Emprunts. La corporation peut, avec l'autorisation de la Commission municipale du Québec et du ministre des affaires municipales, contracter des emprunts par billets, obligations ou autres titres, au taux d'intérêt et aux autres conditions approuvées. Le terme de ces emprunts ne peut en aucun cas excéder cinquante ans.

Emprunt
pour
dépense
non prévue
au budget. Tout emprunt relatif à une dépense non prévue au budget ou au budget supplémentaire de la corporation doit être adopté, par règlement, par le conseil de chaque municipalité dont le territoire est soumis à sa juridiction. Les troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième alinéas de l'article 89 s'appliquent, *mutatis mutandis*, à cet emprunt.

Copie. La corporation doit transmettre au ministre des affaires municipales et à la Commission municipale du Québec une copie du règlement visé dans l'alinéa précédent.

Art. 95

Emprunts. Les emprunts de la corporation sont décrétés par règlement, sauf dans le cas des emprunts par billet dont le terme de remboursement n'excède pas un an; dans ce dernier cas, une simple résolution approuvée par la Commission municipale du Québec suffit.

Emprunt
tempo-
raire. Cependant, dans le cas où un emprunt a été décrété par règlement, la corporation peut faire tout emprunt temporaire avec l'approbation de la Commission municipale du Québec pour le terme et aux conditions qu'elle jugera opportuns en attendant que l'emprunt permanent soit réalisé.

Art. 96

La corporation peut fixer le taux d'intérêt sur ces emprunts ^{Intérêt.} ainsi que les échéances, déterminer les autres conditions des obligations, débiteures, rentes inscrites, bons du trésor ou autres effets négociables émis ou à émettre, désigner tout endroit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays où un registre peut être tenu pour l'enregistrement ou le transfert des effets énumérés ci-dessus ainsi que les personnes autorisées à le tenir, et déterminer les conditions de leur émission et vente.

Art. 97

Les dispositions de l'article 7 et des sections v à x de la Loi ^{Disposi-} des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, ^{tions ap-} 1964, chapitre 171) s'appliquent à la corporation. ^{plicables.}

Art. 98

Les obligations, billets et autres titres émis par la corporation ^{Placements} sont des placements autorisés au sens du paragraphe a de l'article ^{autorisés.} 981o du Code civil.

Art. 99

Les municipalités sous la juridiction d'une corporation inter- ^{Respon-} municipale de transport sont solidairement responsables, envers ^{sabilité} les détenteurs d'obligations, billets et autres titres émis par cette ^{solidaire.} corporation, du remboursement de ces derniers, en principal, intérêts et autres accessoires, de même que toutes autres obligations contractées par la corporation envers ces détenteurs.

L'alinéa précédent s'applique, *mutatis mutandis*, à toute ^{Disposi-} municipalité sous la juridiction d'une corporation municipale de ^{tion ap-} transport. ^{plicable.}

Art. 100

Les obligations, billets et autres titres de la corporation sont ^{Signature} signés par le président ou le secrétaire ou, en cas d'absence ou ^{d'obliga-} d'incapacité d'agir de ce dernier, par la personne désignée à cette ^{tions, etc.} fin par règlement de la corporation.

Art. 101

Le fac-similé de la signature du président peut être gravé, ^{Fac-} lithographié ou imprimé sur les obligations et tel fac-similé a le ^{similé.} même effet que si la signature elle-même y était apposée.

Fac-
similé.

Le fac-similé des signatures du président et du secrétaire de la corporation peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les coupons d'obligations émises par la corporation et tel fac-similé a le même effet que si les signatures elles-mêmes y étaient apposées.

Signature
validée.

Bien qu'une personne dont la signature ou le fac-similé de signature a été apposé sur une obligation, un billet ou un autre titre de la corporation, ou sur un coupon, en qualité de président ou de secrétaire de la corporation, ait cessé d'agir en cette qualité avant que cette obligation, ce billet, ce titre ou ce coupon ne soit émis et livré, cette signature est néanmoins valide et lie la corporation de la même façon que si cette personne avait continué à agir en cette qualité à la date de cette émission et de cette livraison et la signature ou le fac-similé de la signature des personnes agissant en cette qualité à la date de l'apposition de cette signature ou de ce fac-similé sur une obligation, un billet, un coupon ou un autre titre de la corporation lie cette dernière bien qu'à la date de cette obligation, de ce coupon, de ce billet ou de ce titre, cette personne n'agissait pas en cette qualité.

Chèques.

Le président ou toute autre personne autorisée par résolution de la corporation signe les chèques émis par la corporation. Le fac-similé de la signature du président ou de la personne autorisée peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les chèques avec le même effet que si la signature elle-même y était apposée.

Art. 102

Vérifica-
teurs.

Le ou avant le 1^{er} février de chaque année, la corporation doit nommer un ou des vérificateurs pour l'exercice financier courant. Ces vérificateurs doivent lui faire rapport, ainsi qu'à la Commission municipale du Québec dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent l'expiration de l'exercice financier. La Commission municipale du Québec peut ordonner la nomination de tout autre vérificateur qu'elle juge nécessaire et exiger un rapport.

Copie.

La corporation doit transmettre une copie du rapport visé dans l'alinéa précédent au greffier ou au secrétaire-trésorier de chaque municipalité dont le territoire est soumis à sa juridiction.

Art. 103

Commis-
sion de
transport.

Pour les fins de la Loi sur l'évaluation foncière (1972, chapitre 50), la corporation est assimilée à une commission de transport.

Art. 104

La corporation doit transmettre à la Commission municipale du Québec tout document ou renseignement que cette dernière peut requérir relativement au budget de son réseau de transport de personnes. Document, etc., relatif au budget.

Art. 105

La corporation doit également transmettre un rapport trimestriel de ses activités au greffier ou au secrétaire-trésorier de chaque municipalité dont le territoire est soumis à sa juridiction. Rapport trimestriel.

CHAPITRE VI

INFRACTIONS ET PEINES

Art. 106

Quiconque, sans l'autorisation de la corporation, utilise de quelque façon que ce soit le nom de la corporation, son écusson ou son symbole graphique, commet une infraction. Infraction.

Art. 107

Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements adoptés sous son autorité, de même qu'à un règlement, une résolution ou ordonnance d'une corporation, est coupable d'une infraction et passible, en plus du paiement des frais: Amendes.

a) pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas \$100; et

b) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende n'excédant pas \$500.

Art. 108

Les poursuites en vertu de la présente loi se prescrivent dans les six mois suivant la date de l'infraction. Prescription.

Art. 109

Les poursuites pour contravention à la présente loi sont intentées devant toute cour municipale ayant compétence sur le territoire soumis à la juridiction de la corporation. Poursuites.

- Poursuites. En l'absence d'une telle cour, elles sont intentées suivant la Loi des poursuites sommaires (Status refondus, 1964, chapitre 35).
- Amende. L'amende appartient à la corporation qui poursuit et les frais à la municipalité dont la cour compétente a rendu le jugement.
- Poursuite. Seule la corporation a autorité pour intenter une poursuite.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 110

- Permis
prohibé. Dès le début de l'exploitation par une corporation, la Commission ne peut émettre ni renouveler aucun permis relatif à un service de transport de personnes par autobus sur le territoire de cette corporation, sauf pour le transport par véhicule-taxi.

Art. 111

- Entrée en
vigueur. Tout règlement du gouvernement adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Art. 112

- Études an-
térieures. Aux fins de l'article 3, le ministre peut baser son avis sur des études entreprises antérieurement au 22 décembre 1977.

Art. 113

- Délai
prorogé. Tout délai accordé par la présente loi à la corporation pour adopter une mesure ou pour poser un geste peut être prorogé, par le gouvernement, pour une période d'au plus un an, sur demande de la corporation, par arrêté en conseil qui doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Art. 114

- Nomina-
tion par le
gouverne-
ment. Si une nomination prévue par la présente loi n'a pas été faite dans le délai imparti, elle peut être faite par le gouvernement; elle peut cependant être faite quand même par les personnes à qui la présente loi impose ce devoir avec la permission du gouvernement.

Art. 115

À défaut par une corporation d'adopter un règlement ou une résolution dans le délai imparti par la présente loi, ce règlement ou cette résolution peut être adopté par le gouvernement et lie la corporation comme si ce règlement ou cette résolution eût été adopté par elle.

Règlement, etc., adopté par le gouvernement.

Un règlement ou une résolution ainsi adopté par le gouvernement ne peut être abrogé ou modifié qu'avec l'approbation de ce dernier.

Modification et abrogation.

Art. 116

Le Code municipal est modifié par l'insertion, après l'article 697, du suivant:

C.m., a. 697a, aj.

«**697a.** Toute corporation locale sur le territoire de laquelle une corporation municipale ou intermunicipale de transport a juridiction en vertu de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (1977, chapitre 64) peut, aux fins de payer les sommes qu'elle doit à cette corporation, imposer une taxe générale ou spéciale basée sur l'évaluation des biens-fonds imposables.»

Art. 117

La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) est modifiée par l'insertion, après l'article 522, du suivant:

S.R., c. 193, a. 522a, aj.

«**522a.** Toute municipalité sur le territoire de laquelle une corporation municipale ou intermunicipale de transport a juridiction en vertu de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (1977, chapitre 64) peut, aux fins de payer les sommes qu'elle doit à cette corporation, imposer une taxe générale ou spéciale basée sur l'évaluation des biens-fonds imposables.»

Taxe générale ou spéciale.

Art. 118

L'article 16 de la Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay et la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1975, chapitre 89), modifié par l'article 27 du chapitre 45 des lois de 1975 et par l'article 1 du chapitre 36 des lois de 1976, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

1975, c. 89, a. 16, mod.

«Cette entente demeure en vigueur jusqu'à ce qu'une corporation constituée en vertu de la Loi sur les corporations municipi-

Entente en vigueur.

pales et intermunicipales de transport (1977, chapitre 64) commence à exploiter, suivant ladite loi, un réseau de transport de personnes sur le territoire faisant l'objet de l'entente.

Entente
validée.

À défaut de formation d'une telle corporation, cette entente demeure valide jusqu'au 31 décembre 1978. »

Art. 119

Entente re-
conduite.

L'entente conclue entre d'une part, la compagnie Transport Régional du Saguenay Inc. et d'autre part, les villes de Chicoutimi, Jonquière, La Baie et le Comité intermunicipal de transport en commun dans le Haut-Saguenay, le 1^{er} mars 1977, est reconduite jusqu'au 31 décembre 1978 selon les conditions qui y sont prévues.

Art. 120

Idem.

L'entente autorisée par les règlements numéros 602 de la cité de Lauzon, C-469 de la cité de Saint-Romuald-d'Etchemin, V-189 de la ville de Charny, 1096 de la ville de Lévis et 246 de la ville de Saint-David-de-l'Auberivière, approuvée par le ministre des affaires municipales le 10 mars 1975 et par la Commission municipale du Québec le 14 mars 1975, est reconduite jusqu'à ce qu'une corporation constituée en vertu de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (1977, chapitre 64) commence à exploiter, suivant ladite loi, un réseau de transport de personnes sur le territoire faisant l'objet de l'entente.

Entente
valide.

À défaut de formation d'une telle corporation, cette entente demeure valide jusqu'au 31 décembre 1978.

Art. 121

Mandat
pour achat
d'autobus,
etc.

La corporation peut, avec l'autorisation préalable du ministre, mandater tout organisme public de transport en commun aux fins de présenter en son nom une demande de soumission publique pour l'achat d'autobus, d'accessoires et d'équipements nécessaires à leur utilisation.

Soumission
réputée
conforme à
la loi.

Toute demande de soumission publique pour un achat visé dans l'alinéa précédent, faite avant le 22 décembre 1977 est réputée avoir été faite conformément à la présente loi.

Art. 122

La corporation municipale ou la corporation intermunicipale de transport est réputée être énumérée à l'Annexe de la Charte de la langue française.

Corporation réputée énumérée.

Art. 123

Les dispositions de la présente loi prévalent sur les dispositions contraires ou inconciliables contenues dans la Charte de la ville de Trois-Rivières.

Dispositions prépondérantes.

Art. 124

Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

Ministre responsable.

Art. 125

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception du chapitre IV et de l'article 123, lesquels entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.

Entrée en vigueur.



CHAPTER 64

An Act respecting municipal and
intermunicipal transit corporations

[Assented to 22 December 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée
nationale du Québec, enacts as follows:

CHAPTER I

DEFINITIONS

- 1.** In this act, unless the context indicates otherwise,
- (a) “bus” means any motor vehicle equipped for the transportation of at least eight persons at one time, including a minibus or any similar vehicle determined by government regulation; Interpretation:
“bus”;
- (b) “Commission” means the Commission des transports du Québec; “Commission”;
- (c) “corporation” means a municipal transit corporation or an intermunicipal transit corporation incorporated under this act; “corporation”;
- (d) “municipal transit corporation” means a corporation having jurisdiction over the territory of one municipality alone; “municipal transit corporation”;
- (e) “intermunicipal transit corporation” means a corporation having jurisdiction over the territory of several municipalities; “inter-municipal transit corporation”;
- (f) “Minister” means the Ministre des transports; “Minister”;
- (g) “municipality” means any municipal corporation created by law or under an act of the Legislature, except a municipality the territory of which is under the jurisdiction of a transit commission on 23 November 1977; “Municipality”;
- (h) “public transit permit” means a permit that is valid and in force, issued by the Régie des transports du Québec before 15 February 1973, bearing the words “public transport” or “autobus”; “public transit permit”;

service"; it also means a permit that is valid and in force issued by the Commission authorizing its holder to provide a bus transport service for passengers, and their baggage, where such is the case, for direct or indirect remuneration, on a regular route and on a fixed time-schedule;

"passenger
transit
system".

(i) "passenger transit system" means the aggregate of passenger-bus transport services provided by a corporation to the public in the territory over which it has jurisdiction.

CHAPTER II

MUNICIPAL AND INTERMUNICIPAL TRANSIT CORPORATIONS

DIVISION I

INCORPORATION

Study. **2.** Any municipality, by resolution addressed to the Minister, may request that the Government order the making of a study, by such local representatives as the Government may designate, in collaboration with such of its civil servants as the Minister may designate, respecting the advisability of establishing a municipal transit corporation or an intermunicipal transit corporation, as the case may be.

Report. These persons must report their findings to the Minister within the time limit he indicates.

Order of incorporation. **3.** Upon the advice of the Minister, the Government may order the incorporation of a municipal transit corporation or an intermunicipal transit corporation, as the case may be, indicating, in each case, the name of the corporation and the territory over which it will have jurisdiction.

Notice. Notice of this order shall be published in the *Gazette officielle du Québec*.

Changes. The Government may change the name or the territory of a municipal or intermunicipal transit corporation, following the procedure set down in the preceding paragraphs.

Powers. **4.** A corporation incorporated in accordance with section 3 is a corporation within the meaning of the Civil Code, and has the general powers of such a corporation, as well as the special powers conferred on it by this act.

Its object is the operation of a passenger transit system in the territory subject to its jurisdiction, and outside that territory in the cases provided for by this act.

5. The corporation shall have its corporate seat in the territory subject to its jurisdiction, at such place as it determines by by-law, notice of which shall be published in the *Gazette officielle du Québec*; it may also, in the same manner, transfer it to any other place in that territory.

6. If the corporation is dissolved, its property, after payment of its debts, shall be vested in the municipality or municipalities, as the case may be, over whose territory it has jurisdiction and, in the latter case, as the Government may determine.

7. A municipal transit corporation shall be represented, and its affairs administered, by a board of directors consisting of three members of the council of the municipality over whose territory it has jurisdiction.

The council of the municipality shall designate these directors by resolution.

8. An intermunicipal transit corporation shall be represented, and its affairs administered, by a board of directors consisting of two members of the municipal council of each municipality in the territory subject to its jurisdiction.

Notwithstanding the first paragraph, an intermunicipal transit corporation covering ten or more municipalities shall be represented, and its affairs administered, by a board of directors consisting of one member of the municipal council of each municipality in the territory subject to its jurisdiction.

The council of each of such municipalities shall designate its representatives or representative by resolution.

9. Within fifteen days of the appointment of the secretary to the corporation, every councillor designated for membership on the board of directors of the corporation shall advise the secretary in writing of the address to which all official communications to him from the corporation should be sent. He may give a new address for that purpose in the same manner.

10. Within thirty days after publication of its order of incorporation, the corporation shall hold a meeting, chaired by the Minister or a person designated by him, to elect a chairman from among its members and to appoint a secretary and fix his salary.

Designation of general manager.

11. Within ninety days after publication of its order of incorporation, the corporation shall hold a meeting to designate a general manager and to fix his salary, by resolution approved by a two-thirds majority of the members.

Functions.

12. The general manager shall devote himself to the work of the corporation and his duties of office. He has a voice in discussions of the board of directors of the corporation but not the right to vote.

No plurality of offices.

13. The office of general manager of the corporation is incompatible with that of member of the municipal council of a municipality in the territory under the jurisdiction of the corporation.

Qualification required.

14. A member of the board of directors of a corporation ceases to be such on ceasing to be a member of the municipal council that designated him.

Exception.

Such a person shall not cease to hold office on the expiry of his term as member of the council, however, provided he is a candidate at the ensuing election and is re-elected.

Resignation.

15. A member of the board of directors of the corporation may resign as such by filing a written notice of his intention with the secretary. His position becomes vacant upon the corporation's acceptance of his resignation.

Vacancy.

16. Any vacancy on the board of directors of the corporation must be filled within thirty days.

Vacancy filled.

If the municipality concerned fails to fill the vacancy, the Government may do so in its stead.

Term of office of secretary, etc.

17. The secretary and the general manager shall not be appointed to terms of over four years. Their terms may be renewed, however.

Oath.

18. Before taking office, the secretary and the general manager shall make oath before the chairman to carry out their duties of office well and faithfully.

Provisions applicable.

19. Sections 69 to 69b of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) apply, *mutatis mutandis*, to the secretary and the general manager throughout their terms of office.

20. The chairman shall preside at meetings. He shall maintain order and decorum at meetings, and he may have any person who disturbs the order of a meeting expelled. Chairman.

The meetings of the board of directors shall be public. Meetings public.

Two-thirds of the members of the board of directors are a quorum. Quorum.

21. The chairman may vote as a member of the board of directors of the corporation, and has a casting vote in the case of a tie-vote. If the chairman is absent, his casting-vote is exercised by the chairman designated in accordance with section 22. Vote of chairman.

22. If the chairman is absent or unable to act, the meetings shall be presided by such member of the board of directors as the meeting designates by resolution; the secretary shall preside the meeting until that designation is made. Absence, etc., of chairman.

23. The procedure for the calling of meetings of the board of directors is determined by by-law of the board and submitted for approval to the Government. Procedure for calling meetings.

The board of directors of the corporation shall meet at such times as it may determine by resolution. Frequency.

It must meet, however, at the request of the chairman, at the written request of one-third of its members, at the written request of two hundred and fifty users of its service, or at the request of the complaints office, as the case may be. Special meetings.

24. Each member of the board of directors of a municipal transit corporation has one vote. Vote of municipal corporation member.

25. Each member of the board of directors of an inter-municipal transit corporation has one vote for each thousand inhabitants of the municipality he represents. Vote of inter-municipal corporation member.

For the purposes of this section, the number of the inhabitants of a municipality is that entered in the latest reports published by the Bureau de la statistique du Québec. Every fraction of one thousand inhabitants greater than 500 gives entitlement to one more vote. Additional vote.

26. Every member of the board of directors of the corporation attending a meeting is bound to vote on a division. Obligation to vote.

27. No member of the board of directors of a corporation may take part in the discussion of a matter in which he has a personal interest. Personal interest.

Decision on interest. The other members of the board of directors shall decide, in case of a dispute, whether the member contemplated in the preceding paragraph has a personal interest in the matter; such member has no right to vote in determining whether he has such an interest.

Remuneration. **28.** The remuneration of the members of the board of directors is fixed by the corporation and approved by the Government.

Payment by corporation. Such remuneration shall be paid by the corporation.

Decisions. **29.** Subject to the first paragraph of section 48, decisions of the corporation shall be taken by the majority vote of the members present. However, where an intermunicipal transit corporation covers four or more municipalities, that majority must include at least fifty per cent of the votes of the representatives of the municipalities other than the one having the greatest population who are present at the meeting.

Votes and proceedings. **30.** The minutes of the votes and proceedings of the board of directors of the corporation shall be entered in a minute-book by the secretary; on being read and approved at the next meeting, they shall be signed by the chairman and the secretary. They must be sent free of charge to every municipal council concerned.

Books, registers, etc. **31.** Copies and extracts, certified by the secretary, of or from the books, registers, records, documents and papers preserved in the office of the corporation make proof of their contents.

Authenticity. To be authentic, the original of a document referred to in the preceding paragraph must be signed by the chairman and the secretary.

Records. **32.** The registers and documents in the possession of the secretary and forming part of the records of the corporation may be inspected and examined during office hours by every person having an interest therein.

Copies of documents of records. **33.** The secretary of the corporation must send, on demand and free of charge, a copy of any document forming part of the records of the corporation to any municipality in the territory under the jurisdiction of the corporation.

Repeal, etc., of by-laws, etc. **34.** No by-law, resolution or order of the board of directors may be repealed or amended except by another by-law, resolution or order.

35. Every by-law, resolution and order of the board of directors of the corporation comes into force on being published by posting up in the office of the corporation, unless authorization is required. Coming into force.

36. A copy of every by-law, resolution and order passed by the board of directors of the corporation must be forwarded to the Minister without delay. Copy to Minister.

DIVISION II

GENERAL POWERS

37. The corporation may

Powers.

(a) have a seal;

(b) establish and maintain or assist in the establishment or maintenance of relief or retirement funds or pension plans for its officers and employees, or their relatives and dependants, and pay premiums for them, the whole subject to the Supplemental Pension Plans Act (1965, 1st session, chapter 25);

(c) make by-laws for its internal management and the conduct of its affairs;

(d) carry out such studies as it deems useful for the exercise of its jurisdiction, whether such studies deal with the territory subject to its jurisdiction or with any other territory.

38. The corporation may also

Idem.

(a) lease, on its property, space for any business it may determine and regulate the use of showcases and display windows in such establishments and lease advertising space on its property and in its vehicles;

(b) acquire, possess and operate by itself any business at the places described in paragraph a;

(c) make by-laws respecting the conduct of persons on its property or in its vehicles or respecting its collection of fares;

(d) with the approval of the Minister, perform such work as it deems necessary for the better operation of its services, such as the construction, possession, and operation of parking lots or parking garages, loading and unloading platforms, and any other works it considers necessary or useful for the efficient operation of its services;

(e) at auction, by public tenders or in any other manner authorized by the Minister, alienate any moveable or immoveable property valued at not over \$10,000;

(f) provide in its territory a special transit system for handicapped persons unable to use its ordinary public transit system and, for that purpose,

(i) own, set up, develop and manage that system itself or, on the conditions approved by the Minister, make any agreement necessary or expedient for the provision of such a system by any other passenger transit undertaking;

(ii) with the approval of the Minister and on such conditions as he may prescribe or approve, grant subsidies to any non-profit body operating such a system within the limits of its territory.

Permission
of Minister.

Notwithstanding the authority provided by subparagraph *e*, the corporation shall not, without permission from the Minister, alienate any piece of equipment or any building specifically for which it has received a grant.

Acquisition
of immove-
ables, etc.

39. The corporation may acquire by agreement, with the authorization of the Minister, or by expropriation, any immovable, part of an immovable or real right that it requires for the attainment of its objects, within or outside the limits of the territory subject to its jurisdiction.

Public
tenders.

40. Unless it involves an expenditure of less than \$25,000, no contract for the performance of work or the supply of equipment or materials or the furnishing of services other than professional services may be awarded by the corporation except after a call for public tenders by advertisement in a daily newspaper circulating in its territory.

Delay.

The delay for the receipt of tenders shall not be less than eight days. Tenders shall not be called for nor shall the contracts resulting therefrom be awarded except on one or the other of the following bases:

(a) for a fixed price;

(b) at unit prices.

Opening
tenders.

All tenders must be opened publicly in the presence of at least two witnesses, on the day and at the time and place mentioned in the call for tenders. All those who have tendered may be present at the opening of the tenders. The names of the tenderers and their respective prices must be mentioned aloud at the opening of the tenders.

Lowest
tender.

Without restriction to its right not to accept any tender, the corporation shall not, without the prior authorization of the Minister, award the contract to any person other than the person who submitted the lowest tender within the prescribed delay. If, however, to comply with the conditions for the making of a govern-

ment grant, it is necessary that the contract be awarded to any person except the one who made the lowest tender within the prescribed delay, the corporation may, without the authorization of the Minister, award the contract to the person whose tender is the lowest among the persons fulfilling those conditions, if that tender was made within the prescribed delay.

If there is only one tenderer, the corporation shall not award such contract without the approval of the Minister. Only one tenderer.

41. The awarding of a contract for one of the objects mentioned in the first paragraph of section 40, involving an expenditure of over \$5,000 and less than \$25,000, must be preceded by a call for tenders made by inviting at least two contractors or, as the case may be, two suppliers having a place of business in Québec. Expenditure over \$5,000 and less than \$25,000.

42. With the permission of the Minister, the corporation may lease the equipment necessary for the attainment of its objects, and rolling stock in particular, on condition in the latter case that it is leased from a person holding a permit for that purpose, where a permit is required, and that it is witnessed by a contract in writing, a copy of which must be sent to the Minister. Lease of necessary equipment.

43. The corporation may, without a permit, lease its vehicles to any person or body requesting it. Lease of vehicles.

44. The corporation may Powers.
(a) alienate any vehicle valued at not over \$5,000 or any other moveable property valued at not over \$500;

(b) with the permission of the Minister, alienate any part situated outside its territory of a public transport undertaking which it has acquired, and the related permits.

Notwithstanding its authority under subparagraph *a*, the corporation shall not, without the permission of the Minister, alienate any bus or any other piece of equipment specifically for which it has received a grant. Permission of Minister.

45. Whether it operates the system itself or it entrusts its operation in accordance with the second paragraph of section 49, the corporation may cause moveable effects found in its vehicles or on its property, and not claimed within two months, to be sold at auction. Moveable effects found.

The sale shall not take place less than ten days after the publication in a daily newspaper of a notice of sale mentioning the nature of the effects and indicating the place, date and time of the sale. Notice of sale.

Proceeds of sale.	The corporation shall then not be liable to the owner except for the proceeds of the sale, less the costs of preservation and sale.
Perishable effects.	The corporation may give perishable effects found in such places and not claimed within twelve hours to charitable institutions or undertakings.
Effects unsold.	It may also give to charitable institutions or undertakings any effects which have remained unsold at an auction.
Liability of corporation.	In the case of the two preceding paragraphs, the corporation shall be free of any liability towards the owners of the effects concerned.

CHAPTER III

OPERATION OF PASSENGER TRANSIT SYSTEMS

Plans and specifications of transit system.	46. The corporation shall, not later than one year after the date of its incorporation, prepare the plans and specifications of the transit system, describing the services it intends to provide to its users.
Provision of services.	Upon its incorporation, the corporation may provide the same service as any public transit undertaking it has acquired in conformity with section 50.
Notice in newspaper.	47. To establish the plans and specifications of its transit system, the corporation must publish in a newspaper circulated in its territory a notice of the holding of a special meeting to hear any interested persons wishing to make representations. Such persons must advise the secretary in writing of their intention to be heard.
Approval.	48. The corporation shall then prepare its plans and specifications, which must be approved by two-thirds of the members of the board of directors of the corporation present at the meeting, notwithstanding section 29.
Transmission to Minister.	They must be transmitted, without delay, to the Minister, who approves them as received or after amendment.
Amendments.	Every amendment to the plans and specifications must be made and approved in conformity with this section.
Operation by corporation.	49. The corporation must itself operate the passenger transit system described in the plans and specifications approved by the Minister.
Contract with transport contractor.	However, with the authorization of the Government, it may make a contract for the operation of a passenger transit system

with a transport contractor or a municipality operating a public transit system in accordance with the terms and conditions provided for by this act.

50. Before commencing the operation of its passenger transit system or entrusting its operation in accordance with the second paragraph of section 49, the corporation shall acquire, either by agreement with the authorization of the Minister, or by expropriation, the capital stock or the moveable and immoveable property of any undertaking or municipality holding a public transport permit operated in whole or for the greater part within the territory under the jurisdiction of the corporation. Acquisition of capital stock, etc.

For the purposes of this section, "moveable and immoveable property" means the assets used exclusively for the operation of a public transit system or of another passenger transit system. Interpretation.

51. Any acquisition by agreement or by expropriation made by the corporation pursuant to section 50 shall prevent the renewal of the public transport permit of the undertaking so acquired. Renewal of permit.

Furthermore, such a permit becomes void by the mere fact of the acquisition. Permit void.

52. The Transport Act (1972, chapter 55), any regulation made thereunder, as well as the orders referred to in the second paragraph of section 167 of the said act which are in lieu of regulations within the meaning of the Transport Act, apply to the corporation except with regard to the establishment of routes and schedules, the transfer of assets or shares, the obligation to hold a permit and the establishment of the first tariff of fares. Application of Transport Act.

However, the Government may, by regulation, exempt the corporation from the obligation to conform to one or more of the provisions of any regulation or order contemplated in the preceding paragraph. Exemption.

53. The corporation is deemed to hold a public transport permit from the Commission for the purposes of the application of General Order number 17 (1969) concerning special or charter trips passed by the Régie des transports du Québec, 19 March 1970, of section 475 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) and for the purposes of the application of regulation 19 concerning the seasonal transport of persons, passed by order in council 1286-74, dated 3 April 1974. Public transport permit.

54. The corporation may acquire, either by agreement with the authorization of the Minister or by expropriation, the capital stock or the moveable and immoveable property of any public Acquisition of capital stock, etc.

transport undertaking part of which is operated within the territory under the jurisdiction of the corporation.

Expropriations.

55. Every acquisition by expropriation by the corporation is governed by the Expropriation Act (1973, chapter 38).

Functions of directors cease.

56. As soon as the corporation acquires all the capital stock of a public transport undertaking, the functions of the directors of the undertaking then in office cease and the members of the board of directors of the corporation become the sole directors of such undertaking, without additional remuneration, and without personally being shareholders of such undertaking, notwithstanding any inconsistent provision of any law, charter or by-law.

No liability.

The members of the board of directors of the corporation are not liable for acts done previously by the directors of the undertaking so acquired.

Issue of shares, etc., null and void.

57. Every issue of shares or bonds made by a public transport undertaking after the date of the resolution of the corporation ordering the expropriation of the capital stock of such undertaking is null and void.

Creditors or trustees.

58. Notwithstanding any law, agreement, deed of trust or other provision, none of the provisions of this act nor the exercise of any of the powers which it assigns to the corporation, nor any of the acts which it authorizes may have the effect of putting a public transport undertaking in default under the terms of the agreements or trust deeds relating to bonds, or of making payment exigible before maturity, or of enabling the creditors or the trustees or the representatives of the creditors to exercise the powers and recourses contemplated in the case of default by the public transport undertaking with regard to such bonds, except where payment of the debt has not been assumed by the corporation.

Hypothecs and guarantees extinguished.

59. The assumption by the corporation of the obligations of a public transport undertaking shall be in lieu of all hypothecs and guarantees relating thereto and encumbering the property of such undertaking, and such hypothecs and guarantees shall be extinguished.

Cancellation.

The cancellation of the registration of such hypothecs and guarantees is effected by the presentation and deposit, for the purposes of cancellation, in the office of the registration division concerned, of a requisition therefor signed by the chairman and by the secretary of the corporation, attesting that it has acquired the ownership and final possession of the pertinent moveable and immoveable property, designating the immoveable property affected by such registration and specifying the registration numbers

of the hypothecs and guarantees to be cancelled. Such requisition makes *prima facie* proof of its contents without its being necessary to prove the authority of the signatories.

60. In the case of acquisition by agreement or expropriation of the capital stock of a public transport undertaking, all the property, rights and obligations of such undertaking shall devolve to the corporation, and the Government, whenever the total amount of the price or indemnity payable for the shares has been paid to those entitled thereto or deposited in accordance with the law, may cancel the charter of the public transport undertaking by order in council. Notice of the passing of such order in council shall be published in the *Gazette officielle du Québec* and the cancellation shall take effect from the date fixed by the order in council. If there then remain any claims or judicial proceedings pending between such undertaking and third parties, the corporation, from the cancellation of the charter of such undertaking, shall be in the rights and obligations of such undertaking; upon such cancellation, the corporation, in all pending cases, shall be substituted for the undertaking, of right, and without proceedings in continuance of suit, and the judgments obtained shall be executory by or against the corporation, as the case may be.

Cancellation of charter.

61. The corporation, on its own authority and without any further approval, may, by resolution, establish, change or cancel lines, replace bus lines by lines of other means of public transport and change their routes.

Lines and routes.

For any such purpose, it may use any public street which it deems expedient in the territory under its jurisdiction.

Public streets.

The secretary shall send forthwith to the interested municipalities and cause to be published without delay in a daily newspaper circulating in the territory, a certified copy of the resolution of the corporation.

Copy of resolution.

Any decision contemplated in the first paragraph relating to the establishment or change of a line shall take effect only from the expiration of a delay of eight days following the sending of a notice to that effect to the municipality concerned.

Effective date.

Where the corporation makes a contract pursuant to the second paragraph of section 49 and exercises the power provided for in this section, it may make such amendments to the contract as are rendered necessary for the exercise of such power.

Amendments to contract.

62. The corporation may, by resolution, establish the first tariffs of fares of the various services of the passenger transit system it operates or causes to be operated in accordance with this

First tariffs of fares.

act. It may also establish different first tariffs of fares according to the types of services or the classes of users.

Increase. Any increase of the tariffs of fares contemplated in the first paragraph must be approved by the Commission.

Copy of resolution. The secretary shall send forthwith to the municipalities of the territory under the jurisdiction of the corporation a certified copy of the resolution contemplated in this section, and cause it to be published without delay in a newspaper circulating in the territory.

Coming into force. The corporation shall put the tariffs of fares contemplated in the first paragraph into force only at the expiration of a delay of at least thirty days following the adoption of the resolution.

Means of transport or transport system. **63.** The corporation may operate a means of transport or a transport system within the meaning of the Transport Act outside its territory.

Jurisdiction of Commission. The corporation is then subject to the jurisdiction of the Commission except within the scope of a system operated pursuant to section 67.

Granting of permit prohibited. **64.** No permit may be granted by the Commission to any carrier for the making of special or charter trips by bus from one point to another within the territory under the jurisdiction of the corporation unless the applicant files, together with his application for the permit, the consent of the chairman of the corporation or of another member specially authorized for such purpose by resolution, unless the Commission is of opinion that the corporation or the transport contractor to whom it has awarded a contract, as the case may be, is not in a position to provide the service covered in the application for the permit.

Seasonal transport. The preceding paragraph applies in the same manner to any application for a permit for the seasonal transport of persons.

Permit for sightseeing. **65.** No permit shall be granted to any carrier by the Commission for the operation of a sightseeing bus service within the territory under the jurisdiction of the corporation unless the Commission, after calling upon the corporation or, as the case may be, the transport contractor to whom it has awarded a contract, to submit to it the representations which it deems proper, is of opinion that the latter does not operate and is not about to operate or cause to be operated such a sightseeing service which adequately meets the needs referred to in the application for the permit.

Renewal. Every carrier obtaining a permit under the preceding paragraph shall apply to the Commission every year to have it renewed.

The Commission shall hear the corporation in the manner provided in the preceding paragraph before awarding such renewal.

The corporation or the transport contractor contemplated in the first paragraph shall, before providing the services contemplated, submit the tariffs of fares for such services to the Commission for approval.

Tariffs of fares.

66. Every regional school board whose territory covers all or part of the territory under the jurisdiction of the corporation shall, at the request of the Minister, conform to subsection 5 of section 475 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) and exercise, with regard to such corporation, the powers provided for therein.

Regional school boards.

For the purposes of this section, the contract must be made with the corporation even where the corporation has entrusted the operation of a passenger transit system to a transport contractor by means of a contract made pursuant to this act.

Contract with corporation.

67. The corporation may, without a permit, provide a public transport service or cause it to be provided by a transport contractor with whom it is bound by a contract made in accordance with this act, outside the territory under its jurisdiction, on a route formerly serviced by the holder of a public transport permit whose undertaking it has acquired by agreement or by expropriation.

Transport outside the territory.

The corporation may provide the public transport service contemplated in the first paragraph, or cause it to be provided, after agreement with the municipality or municipalities concerned for the purpose of establishing the fraction of the deficit attributable to the service so provided. Such agreement must be approved by the Commission municipale du Québec.

Agreement.

Any dispute that may arise from the carrying out of the agreement contemplated in the preceding paragraph is governed *mutatis mutandis* by section 23a of the Municipal Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 170).

Dispute.

68. No public transport permit shall be issued to a carrier by the Commission in respect of any route contemplated in section 67 unless the Commission, after calling upon the corporation to submit to it the representations it deems proper, is of opinion that the latter does not operate such a public transport service, does not cause it to be operated by a transport contractor with whom it is bound by a contract made in accordance with this act, or is not about to operate such a service or to cause it to be operated.

Public transport permit prohibited.

Call for
public
tenders.

69. If, during its first year of existence, the corporation is granted the permission to make a contract in accordance with the second paragraph of section 49, it must call for public tenders from any person having his principal place of business in Québec.

Procedure.

70. Tenders are made in accordance with the procedure determined by regulation of the Government.

Tenders.

71. The corporation is not required to retain any of the tenders.

Lowest
tender.

However, if it decides to retain one tender, it must retain the lowest.

Selection of
corporation.

72. The corporation must decide on its selection not later than twenty-one days of the opening of the tenders and all the tenderers must be informed of such selection within the ensuing ten days.

Term and
renewal of
contracts.

73. Any contract made following a call for public tenders, between the selected tenderer and the corporation, must be for a term of three years and it must be approved by the Minister. At the expiry of the term, such contract may be renewed, with the same approval, for the same term, as often as the corporation deems it necessary.

Deposit or
perform-
ance
bond.

74. The corporation must require the transport contractor to make a deposit or post a performance bond, for each year, in the amount and form prescribed by regulation of the Government.

Provisions
applicable.

75. Sections 52 and 53 apply *mutatis mutandis* to the transport contractor contemplated in section 74.

Termina-
tion of
contract.

76. Even after awarding a contract in accordance with this chapter, the corporation, with the permission of the Minister, may terminate such contract or not renew it and itself operate the passenger transit system.

Responsi-
bility for
manage-
ment.

77. The corporation remains solely responsible for the management of its affairs even if it has made a contract for the operation of its passenger transit system, without prejudice to any recourse it may exercise against the transport contractor operating the said system.

CHAPTER IV

COMPLAINTS BUREAU

78. The corporation must establish a bureau for the examination of complaints within the territory under its jurisdiction whether the transit system is operated by the corporation or whether it is operated by a contractor according to the second paragraph of section 49. Bureau for the examination of complaints.

79. Any user who wishes to submit a complaint relating to the transport services of the corporation must address himself in writing to the secretary of the corporation. The secretary must transmit the complaint to the bureau. Complaint in writing.

80. The bureau must examine the complaint, make any investigation it deems proper, and hear the complainant and any person it believes capable of providing information. Investigation.

The bureau then makes to the corporation any recommendation it deems proper; it may also take the same action with respect to any agency involved in the operation of the corporation. Recommendation.

81. The Government, by regulation, Regulations.

(a) shall appoint at least three and at most seven members, as well as a secretary, to the bureau;

(b) shall prescribe the mode of nomination of members to the bureau and designate the persons competent to make nominations;

(c) shall establish the qualifications of the persons competent to become members of the bureau;

(d) shall prescribe the rules to determine the frequency of the meetings of the bureau and the quality of the premises and services put at the disposal of the bureau;

(e) shall fix the mode and amount of the remuneration of the members and the secretary of the bureau.

CHAPTER V

FINANCIAL PROVISIONS

82. The fiscal year of the corporation begins on 1 January and ends on 31 December. Fiscal year.

83. All sums collected or received by the corporation shall be used to discharge its obligations and to operate, maintain and improve the passenger transit system it operates or causes to be operated. Sums collected by corporation.

Operating
deficits of
municipal
transit cor-
poration.

84. The payment of the municipal transit corporation's operating deficits, if any, including those resulting from the payment of interest on and amortization of its loans, shall be charged to the municipality whose territory is subject to the jurisdiction of the corporation.

Operating
deficits of
inter-
municipal
transit cor-
poration.

85. The payment of the intermunicipal transit corporation's operating deficits, if any, including those resulting from the payment of interest on and amortization of its loans, shall be charged to the municipality whose territory is subject to the jurisdiction of the corporation.

Apportion-
ment
among
municipal-
ities.

Such deficits shall be apportioned among the municipalities concerned in proportion to the number of miles covered in the territory of each during the preceding fiscal year, or to the total number of hours during which each vehicle of the corporation circulated in the territory of each during the preceding fiscal year, or to their population, or to the total valuation of the taxable immovables situated in each of such municipalities, or on the basis of any other formula determined by government regulation, or according to several of such criteria taken together.

Verifica-
tion.

The number of miles covered and hours spent by the corporation's vehicles within the territory of each municipality may be determined by verification.

Apportion-
ment.

The corporation shall not be required to apportion the operating deficits, if any, connected with the various means of public transport or the operating deficits, if any, connected with various lines of a single means of public transport, among the same municipalities or according to the same criteria.

Surplus or
deficit.

86. Any surplus or deficit, if any, of a fiscal year shall be entered in the revenues or expenditures of the budget of the following fiscal year.

Annual
budget.

87. The corporation shall prepare its budget each year for the ensuing fiscal year and send it before 1 August to the clerk or the secretary-treasurer of each municipality whose territory is subject to its jurisdiction, for adoption by by-law by each municipal council concerned.

Amount to
be paid.

The intermunicipal transit corporation shall at the same time indicate to each municipality whose territory is subject to its jurisdiction the amount it must pay following the apportionment provided for in section 85.

Copy.

The corporation must send a copy of such budget to the Minister and to the Commission municipale du Québec.

The budget of the corporation is presented to the council of each municipality whose territory is subject to its jurisdiction not later than 1 September at a special meeting called for such purpose. Special meeting.

If all the municipalities the territories of which are subject to the jurisdiction of the corporation so decide, they may amend the budget of the corporation. The budget so amended must be adopted, by by-law, by all the municipalities concerned before 15 October and a copy of it must be sent to the Minister. Amendment and adoption of budget.

If, on 15 October, the budget of the corporation has not been adopted, with or without amendment, by the council of each municipality whose territory is subject to its jurisdiction, or if the corporation disagrees with the budget as amended, an appeal shall lie to the Commission municipale du Québec. Appeal.

88. Every municipality concerned or the corporation may appeal, by motion served on the corporation, or, if such is the case, on all the municipalities whose territory is subject to its jurisdiction, and filed with the Commission municipale du Québec, before the ensuing 1 November, to have the budget prepared by the corporation amended in whole or in part or to have the budget, as amended by the municipalities, confirmed. Motion.

After hearing the corporation and the municipality in appeal, the Commission municipale du Québec must render its decision before the ensuing 1 December and inform all the interested parties of it. Hearing and decision.

It may confirm or amend the budget prepared by the corporation. Nevertheless, it shall not amend the budget unless it is convinced that such budget entails serious prejudice to the ratepayers. Budget confirmed or amended.

It may confirm or reject the budget as amended by the municipalities. Amended budget.

It may order the losing party to pay such amount as it considers equitable to meet the expenses incurred for such appeal; the order for such purpose shall be homologated upon a motion to the Provincial Court or the Superior Court according to their respective jurisdictions; the order so homologated shall be executory in the same manner as a judgment of such a court. Homologation.

It may also make any interlocutory order to safeguard the rights of the interested parties during the suit. Interlocutory order.

89. During a fiscal year, the corporation may prepare any supplementary budget it deems necessary. Supplementary budget.

It must send a copy of such supplementary budget to the Minister and to the Commission municipale du Québec. Copy.

Adoption. The secretary of the corporation must send a copy of such budget to the clerk or the secretary-treasurer of every municipality whose territory is subject to the jurisdiction of the corporation, for adoption, by by-law, by each municipal council concerned.

Special meeting. The supplementary budget of the corporation is presented to the municipal council of each municipality whose territory is subject to the jurisdiction of the corporation at a special meeting called for such purpose.

Amendment and adoption. If all the municipalities whose territory is subject to the jurisdiction of the corporation so decide, they may amend the supplementary budget of the corporation. Such budget as so amended must be adopted, by by-law, by all the municipalities concerned and a copy of it must be sent to the Minister.

Appeal. If, after thirty days, the supplementary budget of the corporation has not been adopted, with or without amendment, by the council of every municipality whose territory is subject to the jurisdiction of the corporation, or if the corporation disagrees with the budget as amended, an appeal shall lie to the Commission municipale du Québec.

Idem. Every municipality concerned or, as the case may be, the corporation, may appeal.

Provision applicable. Section 88 applies *mutatis mutandis* to such appeal.

Funds remain available. **90.** The funds appropriated by way of a budget for specified work during a fiscal year shall remain available during the ensuing fiscal year for the carrying out of such work whether such work is begun or not.

Transfer of funds. **91.** Any transfer of funds must be authorized by the Minister.

Amount to be paid. **92.** Each municipality shall, before 1 April, pay to the corporation the amount owed by the municipality in accordance with the budget of the corporation.

Municipality in default. If the municipality fails to pay within the allotted delay, the Commission municipale du Québec may, upon application of the corporation, file a motion to have such municipality declared in default in accordance with Division v of the Municipal Commission Act.

Programme of capital expenditures. **93.** The corporation shall, not later than 30 September each year, adopt for the next three fiscal years the programme of its capital expenditures. Such programme shall be adopted by the by-law of the corporation of which it is a part. It must be approved by by-law by the council of each municipality whose territory is subject to its jurisdiction.

Such programme shall be divided into annual phases. It shall describe, in respect of the period coincident therewith, the object, the cost and the mode of financing of the capital expenditures that the corporation plans to incur for which the financing period exceeds twelve months. Content.

Every by-law adopted under this section must be transmitted to the Ministre des affaires municipales and to the Commission municipale du Québec during the month of November following its adoption. Upon sufficient proof that the corporation has been actually unable to have such programme approved by the municipal council of each municipality whose territory is subject to its jurisdiction or to transmit it within the prescribed delay, the Ministre des affaires municipales may grant it any additional delay he may fix. Transmission and additional delay.

The Ministre des affaires municipales may order that such programme be transmitted by means of the form furnished by him for that purpose. He may also require, through such form or in any other manner, that the corporation provide him with any information relating to such programme, even in the case where such information is not provided for in this section. Form.

To come into force, the by-law contemplated in the first paragraph requires only the approval of the Government, with or without amendment. Approval.

No loan or pledge of credit intended to finance capital expenditures may be validly ordered if the loan or pledge of credit does not comply with the programme of capital expenditures in force. However, the loan or pledge of credit indorsed with the approvals required is deemed to have been ordered in conformity with that programme. Capital expenditures.

To the extent that they are consistent with this section, the provisions applicable to the procedure prior to the adoption of the budget of the corporation apply, *mutatis mutandis*, to the procedure prior to the adoption of the programme of capital expenditures. Provisions applicable.

94. With the authorization of the Commission municipale du Québec and the Ministre des affaires municipales, the corporation may contract loans by notes, bonds or other securities, at such rate of interest and on such other conditions as are approved. The term of such loans shall in no case exceed fifty years. Loans.

Every loan relating to an expenditure not provided for in the budget or supplementary budget of the corporation must be adopted by by-law by the council of each municipality whose territory is subject to its jurisdiction. The third, fourth, fifth, sixth, Loan for expenditure not provided for in budget.

seventh and eighth paragraphs of section 89 apply, *mutatis mutandis*, to such loan.

Copy. The corporation must send to the Ministre des Affaires municipales and to the Commission municipale du Québec a copy of the by-law contemplated in the preceding paragraph.

Loans ordered by by-law. **95.** The loans of the corporation shall be ordered by by-law, except in the case of loans by note the term for repayment of which does not exceed one year; in the latter case, a mere resolution approved by the Commission municipale du Québec shall be sufficient.

Temporary loans. However, where a loan is ordered by by-law, the corporation may make any temporary loan with the approval of the Commission municipale du Québec, for the term and on the conditions it considers expedient while awaiting conclusion of the permanent loan.

Interest. **96.** The corporation may fix the interest rates on these loans and the dates on which they become due, determine the other conditions of the bonds, debentures, registered stock, treasury bills or other negotiable securities issued or to be issued, designate any place inside or outside the country where a register may be kept for the registration or transfer of the securities hereinabove mentioned and the persons authorized to keep such register, and determine the conditions of their issue and sale.

Provisions applicable. **97.** Section 7 and Divisions v to x of the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171) apply to the corporation.

Authorized investments. **98.** The bonds, notes and other securities issued by the corporation are authorized investments within the meaning of paragraph *a* of article 9810 of the Civil Code.

Liability joint and several. **99.** The municipalities under the jurisdiction of an inter-municipal transit corporation are jointly and severally liable toward the holders of bonds, notes and other securities issued by such corporation for the repayment of such bonds, notes and other securities, in principal, interest and other accessories, and for all other obligations contracted by the corporation towards such holders.

Provision applicable. The preceding paragraph applies, *mutatis mutandis*, to every municipality under the jurisdiction of a municipal transit corporation.

Signature of bonds, etc. **100.** The bonds, notes and other securities of the corporation shall be signed by the president or the secretary or, if the secretary

is absent or unable to act, by the person designated for such purpose by by-law of the corporation.

101. The facsimile of the signature of the president may ^{Facsimile.} be engraved, lithographed or printed on the bonds and such facsimile has the same effect as if the signature itself had been affixed thereto.

The facsimile of the signatures of the president and of the ^{Idem.} secretary of the corporation may be engraved, lithographed or printed on the bond coupons issued by the corporation and such facsimile has the same effect as if the signatures themselves had been affixed thereto.

If a person whose signature or a facsimile of whose signature ^{Signature valid.} is affixed to a bond, note or other security of the corporation or on a coupon, as president or secretary of the corporation, ceases to act as such before such bond, note, other security or coupon is issued and delivered, that signature is nevertheless valid and binds the corporation as if such person had continued to act in that capacity on the date of such issue and delivery and the signature or facsimile of the signature of any person acting in that capacity on the date when such signature or facsimile of the signature is affixed to a bond, note, coupon or other security of the corporation binds it although on the date of such bond, coupon, note or other security, such person was not acting in that capacity.

The president or any other person authorized by resolution ^{Cheques.} of the corporation shall sign the cheques it issues. The facsimile of the signature of the president or the authorized person may be engraved, lithographed or printed on the cheques with the same effect as if the signature itself had been affixed thereto.

102. On or before 1 February each year the corporation shall ^{Auditors.} appoint one or more auditors for the current fiscal year. Such auditor or auditors shall report to it and to the Commission municipale du Québec within ninety days following the expiry of the fiscal year. The Commission municipale du Québec may order the appointment of any other auditor it deems necessary and require a report.

The corporation must send a copy of the report contemplated ^{Copy.} in the preceding paragraph to the clerk or the secretary-treasurer of each municipality whose territory is subject to its jurisdiction.

103. For the purposes of the Real Estate Assessment Act ^{Transit commission.} (1972, chapter 50), the corporation is deemed a transit commission.

Docu-
ments,
etc.,
relating to
budget.

104. The corporation shall send to the Commission municipale du Québec any and all documents or information the latter may require relating to the budget of its passenger transit system.

Quarterly
report.

105. The corporation shall also send a quarterly report of its activities to the clerk or the secretary-treasurer of each municipality whose territory is subject to its jurisdiction.

CHAPTER VI

OFFENCES AND PENALTIES

Offence.

106. Whoever, without the authorization of the corporation, uses, in any manner whatsoever, the name of the corporation, its crest or its graphic symbol is guilty of an offence.

Penalty.

107. Whoever contravenes any provision of this act or of the regulations hereunder or any by-law, resolution or order of the corporation is guilty of an offence and is liable, in addition to the payment of the costs:

(a) for every offence, to a fine of not more than \$100; and

(b) for a second offence within two years, to a fine not exceeding \$500.

Prescrip-
tion.

108. Proceedings under this act are prescribed by six months from the date of the offence.

Proceed-
ings.

109. Proceedings for contraventions to this act shall be instituted before any municipal court having jurisdiction over the territory under the jurisdiction of the corporation.

Idem.

In the absence of such a court, proceedings shall be instituted in accordance with the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35).

Fine.

The fine shall belong to the prosecuting corporation and the costs shall belong to the municipality whose court had jurisdiction and rendered the judgment.

Authority
to institute
action.

Only the corporation has the authority to institute an action.

CHAPTER VII

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

Permits
prohibited.

110. From the commencement of operations of a corporation, the Commission shall neither issue nor renew any permit

relating to any passenger-bus transportation service in the territory of that corporation, except for transportation by taxi-cab.

111. Every government regulation made under this act comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date fixed therein. Coming into force.

112. For the purposes of section 3, the Minister may found his advice on studies undertaken before 22 December 1977. Prior studies.

113. Any delay given to the corporation by this act for the adoption of any measure or the performance of any act may, at the request of the corporation, be extended by the Government for a period of not over one year by order in council published in the *Gazette officielle du Québec*. Extension of delay.

114. If an appointment provided for in this act is not made within the allotted time, the Government may make the appointment itself, or allow the persons having that duty to make it despite such lapse. Appointment by Government.

115. If a corporation fails to pass a by-law or a resolution within the delay allotted by this act, that by-law or resolution may be passed by the Government and it is then binding on the corporation as if it had been passed by the corporation. By-law, etc., passed by Government.

No by-law or resolution so passed by the Government may be repealed or amended except with the Government's approval. Amendment and repeal.

116. The Municipal Code is amended by inserting, after article 697, the following article: M.C., a. 697a, added.

"697a. Any local corporation on the territory of which a municipal or intermunicipal transit corporation has jurisdiction pursuant to the Act respecting municipal and intermunicipal transit corporations (1977, chapter 64) may, for the purpose of payment of the sums owed by it to such corporation, impose a general or special tax based on the taxable real estate valuation."

117. The Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) is amended by inserting, after section 522, the following section: R.S., c. 193, s. 522a, added.

"522a. Any municipality on the territory of which a municipal or intermunicipal transit corporation has jurisdiction pursuant to General or special tax.

the Act respecting municipal and intermunicipal transit corporations (1977, chapter 64) may, for the purpose of payment of the sums owed by it to such corporation, impose a general or special tax based on the taxable real estate valuation."

1975, c. 89,
s. 16, am.

118. Section 16 of the Act to amend the Act respecting certain municipalities of the Outaouais and Haut-Saguenay and the Outaouais Regional Community Act (1975, chapter 89), amended by section 27 of chapter 45 of the statutes of 1975 and by section 1 of chapter 36 of the statutes of 1976, is again amended by adding, at the end, the following:

Agreement
in force.

"Such agreement shall remain in force until such time as a corporation established under the Act respecting municipal and intermunicipal transit corporations (1977, chapter 64) begins the operation, in accordance with the said act, of a passenger transit system in the territory forming the object of the agreement.

Agreement
valid.

Should such a corporation not be set up, the agreement shall be valid until 31 December 1978."

Agreement
extended.

119. The agreement made, 1 March 1977, between the company called Transport régional du Saguenay Inc., on the one part, and the cities of Chicoutimi, Jonquière and La Baie and the joint committee on public transit in the Haut-Saguenay, on the other part, is extended to 31 December 1978, subject to the conditions provided for therein.

Idem.

120. The agreement authorized by by-laws Nos 602 of the city of Lauzon, C-469 of the city of Saint-Romuald-d'Etchemin, V-189 of the town of Charny, 1096 of the city of Lévis and 246 of the town of Saint-David-de-l'Auberivière, approved by the Ministère des affaires municipales on 10 March 1975 and by the Commission municipale du Québec on 14 March 1975, is renewed until such time as a corporation established pursuant to the Act respecting municipal and intermunicipal transit corporations (1977, chapter 64) begins the operation, in accordance with the said act, of a passenger transit system in the territory forming the object of the agreement.

Agreement
valid.

Should such a corporation not be set up, the agreement shall be valid until 31 December 1978.

Commis-
sion to buy
buses, etc.

121. The corporation may, with the previous authorization of the Minister, commission any public transit body to submit, in the name of the corporation, a public tender for the purchase of buses and the accessories and equipment necessary for their operation.

Every call for public tenders for any purchase contemplated in the preceding paragraph, made before 22 December 1977, is deemed to have been made in conformity with this act. Tender deemed in conformity with act.

122. Every municipal or intermunicipal transit corporation is deemed listed in the Schedule to the Charter of the French language. Corporation deemed listed.

123. The provisions of this act shall prevail over any contrary or inconsistent provision contained in the Charter of the city of Trois-Rivières. Prevailing provisions.

124. The Minister is responsible for the application of this act. Minister responsible.

125. This act shall come into force on the day of its sanction, except Chapter IV and section 123, which shall come into force on any later date to be fixed by proclamation of the Government. Coming into force.